

Avantages du plurilinguisme en Suisse pour les individus et la société

Une synthèse

Vorteile der Schweizer Mehrsprachigkeit für Individuen und Gesellschaft

Eine kurze Übersicht

Vantaggi del plurilinguismo in Svizzera per gli individui e la società

Una sintesi

The Benefits of plurilingualism in Switzerland for individuals and for society at large

Summary

François Grin & Ilaria Masiero

2024

Bericht des Wissenschaftlichen Kompetenzzentrums für Mehrsprachigkeit
Rapport du Centre scientifique de compétence sur le plurilinguisme
Rapporto del Centro scientifico di competenza per il plurilinguismo
Report of the Research Centre on Multilingualism

Publié par | Herausgeber
Institut de plurilinguisme
www.institut-plurilinguisme.ch

—
Institut für Mehrsprachigkeit
www.institut-mehrsprachigkeit.ch

Auteur·e·s | Autor*innen
François Grin, Ilaria Masiero


Le projet dont il est question a été réalisé dans le cadre du programme de recherche 2021-2024 du Centre scientifique de compétence sur le plurilinguisme. La responsabilité du contenu de la présente publication incombe à ses auteur·e·s.
Das vorliegende Projekt wurde im Rahmen des Forschungsprogramms 2021-2024 des Wissenschaftlichen Kompetenzzentrums für Mehrsprachigkeit durchgeführt. Für den Inhalt dieser Veröffentlichung sind die Autor*innen verantwortlich.

Übersetzungen | Traductions
Julian Brennan, Susanne Obermayer, Francesco Screti

Freiburg | Fribourg, 2024

Layout
Billy Ben, Graphic Design Studio

Unterstützt von | avec le soutien de

 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Département fédéral de l'intérieur DFI
Dipartimento federale dell'interno DFI
Departament federal da l'intern DFI
Bundesamt für Kultur BAK
Office fédéral de la culture OFC
Ufficio federale della cultura UFC
Uffizi federal da cultura UFC

Avantages du plurilinguisme en Suisse pour les individus et la société

Une synthèse

Vorteile der Schweizer Mehrsprachigkeit für Individuen und Gesellschaft

Eine kurze Übersicht

Vantaggi del plurilinguismo in Svizzera per gli individui e la società

Una sintesi

The Benefits of plurilingualism in Switzerland for individuals and for society at large

Summary

François Grin & Ilaria Masiero

2024

Bericht des Wissenschaftlichen Kompetenzzentrums für Mehrsprachigkeit
Rapport du Centre scientifique de compétence sur le plurilinguisme
Rapporto del Centro scientifico di competenza per il plurilinguismo
Report of the Research Centre on Multilingualism

Inhalt

Français 7

1. Introduction	8
2. Survol théorique: plurilinguisme et valeur économique	10
3. Le concept de valeur et son utilisation	12
4. La valeur marchande pour les individus	15
5. La valeur marchande pour la société	18
6. La valeur non marchande pour les individus	20
7. La valeur non marchande pour la société	23
8. Implications pour la politique linguistique et la recherche	25

Deutsch 29

1. Einleitung	30
2. Theoretischer Überblick: Mehrsprachigkeit und Marktwert	32
3. Der Begriff des Wertes und seine Verwendung	34
4. Marktwert aus individueller Sicht	37
5. Marktwert aus gesellschaftlicher Sicht	40
6. Nicht-Marktwert aus individueller Sicht	42
7. Nicht-Marktwert aus gesellschaftlicher Sicht	45
8. Konsequenzen für Sprachenpolitik und Forschung	47

Italiano 51

1. Introduzione	52
2. Rassegna teorica: plurilinguismo e valore economico	54
3. Il concetto di valore ed il suo uso	56
4. Il valore di mercato per gli individui	59
5. Il valore di mercato per la società	62
6. Il valore non di mercato per gli individui	64
7. Il valore non di mercato per la società	67
8. Implicazioni per la politica linguistica e la ricerca	69

English 73

1. Introduction	74
2. Theoretical overview: plurilingualism and economic value	76
3. The Concept of value and its use	78
4. Market value for individuals	81
5. Market value for society at large	84
6. Non-market value for individuals	86
7. Non-market value for society at large	89
8. Implications for language policy and research	91

Avantages du plurilinguisme en Suisse pour les individus et la société

Une synthèse

—

François Grin & Ilaria Masiero

1. Introduction

La diversité des langues et des cultures présente pour la Suisse et pour ses résidents une importance toute particulière, notamment parce qu'elle s'ancre dans une histoire politique, sociale et culturelle de long terme ou qu'elle est souvent présentée comme un « atout » ou une « richesse », voire invoquée comme essentielle pour l'existence même du pays. Or bien qu'elle fasse l'objet d'une constante production de discours, cette diversité reste peu connue sur plusieurs plans, notamment celui de la nature et de l'ampleur véritable des avantages qu'elle est supposée conférer à la Suisse et à ses habitants (souvent sous l'étiquette de *Standortvorteil*).

C'est pour approfondir ces questions qu'a été lancé le projet APSIS, pour « Avantages du plurilinguisme en Suisse: individus et société ». À travers cette recherche, il s'agissait d'approfondir notre connaissance théorique et empirique du plurilinguisme, en commençant par établir, chiffres à l'appui, s'il s'agit bien d'un atout et s'il dégage effectivement un faisceau d'avantages. Il convient donc de vérifier qu'il est possible, à partir des données disponibles en Suisse, d'identifier et de quantifier certains de ces avantages grâce à un travail statistique. En même temps, il convient de s'assurer qu'on peut interpréter ceux-ci en termes de valeur, en référence au sens économique de ce concept, qui englobe non seulement des valeurs marchandes, financières ou matérielles, mais aussi des valeurs non marchandes ou symboliques.

Sans oublier un instant la signification sociale, politique et culturelle du plurilinguisme suisse ainsi que la profondeur de son

enracinement historique, le but de cette recherche était de vérifier l'existence d'avantages et d'en fournir des estimations, que ce soit sur le plan du plurilinguisme des individus ou sur celui de la société qu'ils constituent. Cette étude se propose donc de répondre aux questions suivantes: au-delà de la célébration de la diversité linguistique de la Suisse, à quoi tient la valeur de cette diversité? Quelles sont ses composantes? Dans quel ordre de grandeur se situent-elles?

Dès qu'on entreprend un examen systématique, on constate l'extraordinaire ampleur de la question, qui mériterait un véritable programme de recherche, lequel se devrait en outre d'être profondément interdisciplinaire. Dans les limites plus circonscrites d'un simple projet de recherche tel qu'APGIS, nous avons mis l'accent sur la construction d'une démarche d'estimation raisonnée, ancrée dans la théorie existante, et surtout réalisable, grâce à un éventail de méthodes statistiques générales ou avancées, à partir des données récoltées tous les cinq ans par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Le projet APSIS vise donc à:

1. élaborer un cadrage analytique systématique des effets du plurilinguisme au niveau individuel et du multilinguisme au niveau sociétal, notamment des effets qu'on peut *a priori* considérer comme des avantages;
2. établir une démarche méthodologique pour l'estimation chiffrée de ces avantages à partir des données disponibles pour la Suisse;
3. examiner, parmi les données actuelle-

ment disponibles à l'Office fédéral de la statistique (OFS), celles qui se prêtent à la réalisation de telles évaluations, et mettre en évidence les principaux besoins à combler en matière de récolte de données;

4. procéder à des estimations chiffrées à partir des données disponibles pour fournir une évaluation des valeurs dites « marchandes » ainsi qu'une première approche de l'estimation des valeurs dites « non marchandes » associées à des pratiques plus ou moins plurilingues;
5. tirer des travaux réalisés un bilan général reliant les avantages du plurilinguisme pour les individus aux avantages du multilinguisme sur le plan sociétal, et mettre ce bilan en rapport avec les priorités de politique publique en matière de langues et de cultures ainsi qu'avec les problématiques distributives et poser les bases d'analyses ultérieures.

L'ambition de mieux connaître les effets du plurilinguisme, ainsi que de vérifier qu'on peut lui associer des avantages mesurables, fait écho aux préoccupations qui se manifestent à l'égard de différents dossiers de première importance pour la Suisse. La connaissance des avantages du plurilinguisme et leur interprétation en tant que formes de valeur fournissent une base à partir de laquelle on peut argumenter de manière mieux ciblée en faveur de mesures qui concernent notamment:

1. la compréhension entre communautés linguistiques;

2. la promotion des échanges entre régions linguistiques;
3. le soutien aux langues minoritaires;
4. le plurilinguisme effectif dans la vie politique et dans le fonctionnement de l'administration fédérale;
5. la préparation des jeunes générations pour faire face aux exigences du marché du travail dans un contexte de mondialisation;
6. la gestion des dimensions linguistiques de la mobilité internationale pour les études ou le travail;
7. l'intégration et la valorisation de la diversité linguistique résultant des mouvements migratoires.

Les questions abordées par le projet APSIS sont directement pertinentes pour les programmes de législature successifs du Conseil fédéral (notamment l'objectif n° 7 du programme 2019-2023 et l'objectif n° 10 du programme 2023-2027).

Enfin, le projet APSIS pose plusieurs jalons pour le développement d'une approche intégrée des effets de la diversité linguistique, et plus précisément des avantages auxquels cette diversité peut donner lieu. Dans ce domaine, la Suisse peut donc faire œuvre de pionnier en comparaison internationale, car à ce jour, aucun pays au monde n'a, à notre connaissance, procédé à une évaluation structurée et systématique de ce genre.

Le bref rapport que vous avez sous les yeux se limite à reprendre certains points essentiels du projet APSIS. Les personnes intéressées sont invitées à consulter le rapport complet, y compris sa trentaine de tableaux de résultats chiffrés.¹

1 Le rapport complet sera disponible sous forme d'un ouvrage en libre accès dès mi-2024.

2. Survol théorique: plurilinguisme et valeur économique

Les liens entre langue et économie soulèvent des questions qui peuvent être abordées dans des perspectives assez différentes. Ces questions interpellent naturellement les sciences du langage et les sciences économiques, mais elles comportent aussi des dimensions qui relèvent de la sociologie, de la science politique, du droit, de la psychologie, de la démographie ou de la géographie, notamment.

Du côté des sciences du langage et plus particulièrement de diverses orientations de la sociolinguistique, une recherche importante replace les pratiques et les représentations linguistiques dans le contexte du travail rémunéré, établissant ainsi un lien entre langue et économie. Ces travaux, qui au départ cherchaient à rendre compte de phénomènes tels que l'impact de l'industrialisation sur le déclin de langues minoritaires au profit de langues dominantes, ont peu à peu accordé davantage d'attention à des processus saisis à un niveau très fin de granularité, souvent centrés sur l'interaction, en contexte professionnel, entre personnes aux attributs linguistiques différents. Cependant, ces travaux ne proposent pas de lien analytique entre les pratiques linguistiques d'un côté et les processus économiques de l'autre. De fait, les variables économiques classiques (au niveau microéconomique: production, coûts, salaires, ventes, profits; au niveau macroéconomique: consommation des ménages, investissement par les entreprises, PIB) sont pratiquement absentes de cette littérature.

C'est également le cas d'une importante tradition de recherche ancrée dans la sociolinguistique critique, qui met utilement en évidence les rapports de pouvoir décelables dans les pratiques linguistiques, notamment dans le contexte des entreprises. Or si certains éléments de cette interprétation renvoient à des problématiques économiques, les variables et processus économiques n'y interviennent guère. Il en va de même de l'orientation voisine dite «political economy of language». Somme toute, les travaux issus des sciences du langage, tout en éclairant de nombreux aspects des pratiques multilingues dans le cadre de l'activité économique, ne visent généralement pas à expliquer ou à évaluer de quelle manière et dans quelle mesure ces pratiques influencent l'activité économique ni, par conséquent, si elles sont créatrices de valeur.

La question de la valeur, y compris la valeur qui peut être associée à des pratiques plus ou moins multilingues, a été davantage explorée dans une spécialité de l'analyse économique appelée «économie des langues». Cette dernière étudie les relations entre langue et économie en utilisant les outils et les modèles de la discipline économique. Il s'agit d'une spécialité relativement récente puisque les premiers travaux dans ce domaine ne datent que des années 1960.

À ses débuts, l'économie des langues était une affaire presque exclusivement nord-américaine et elle mettait l'accent sur le rôle de la langue principale en tant que critère d'appartenance à un groupe. On es-

timait alors si l'appartenance à une communauté linguistique était associée à des différentiels de revenu du travail, cela soulevait la question des causes possibles de ces écarts, comme la discrimination linguistique.

Dans une deuxième étape, notamment à partir des années 1970, l'économie des langues s'est concentrée sur la fonction communicationnelle du langage. Les économistes ont accordé une importance croissante aux compétences linguistiques acquises en tant que forme d'investissement. Ces compétences linguistiques sont considérées comme une composante du capital humain des personnes, comparable à d'autres compétences développées par les individus, notamment grâce à la formation. Les études ont exploré les effets économiques des compétences en langues secondes ou étrangères, notamment chez les migrants qui apprennent la langue principale du pays d'accueil.

Dans une troisième étape (à partir du début des années 1980), ces deux perspectives ont été combinées, permettant de considérer les attributs linguistiques dans leur ensemble à la fois comme un élément d'identité (lié à la langue principale) et comme une forme d'investissement (dans des compétences en langues secondes ou étrangères).

C'est en particulier depuis les années 1990 que la recherche en économie des langues s'est étendue et ramifiée dans des directions variées pour embrasser un éventail toujours plus large de phénomènes dans lesquels les variables économiques et les variables linguistiques s'influencent mutuellement.

La littérature actuelle en économie des langues peut être organisée selon différents

critères, qui peuvent du reste être combinés. Le plus fondamental concerne sans doute le type de causalité que l'on cherche à éclairer: ainsi, on peut s'intéresser principalement à l'influence des variables ou processus linguistiques sur des variables ou processus économiques, ou à l'influence réciproque (du champ économique sur le champ linguistique). Mais on peut aussi structurer une typologie autrement et distinguer, par exemple, les travaux d'économie des langues où l'accent est mis sur le corpus d'une langue donnée (une minorité des travaux) de ceux où l'accent est mis sur des questions touchant au statut des langues les unes par rapport aux autres (la grande majorité).

Cette étude est centrée sur le rôle que jouent les pratiques plus ou moins plurilingues des acteurs dans la création de valeur. La valeur ainsi créée peut être essentiellement marchande ou non-marchande, comme l'explique la section suivante.

Le projet APSIS explore en termes quantitatifs les valeurs marchandes et non-marchandes associées au plurilinguisme dans les pratiques (notamment professionnelles) des acteurs. Il livre en particulier des estimations chiffrées des différentiels de revenu associés à leurs attributs linguistiques. Cependant, la relation entre les attributs linguistiques et les conditions économiques est complexe et peut être influencée par de nombreuses variables non-observées, ce qui exige une grande prudence dans l'analyse statistique proprement dite ainsi que dans l'interprétation de ses résultats.

3. Le concept de valeur et son utilisation

La notion de valeur revêt une importance primordiale en économie. Le concept économique de valeur dépasse largement le seul cas des valeurs marchandes, c'est-à-dire celles qui sont (parfois *indirectement*) observables sur des marchés comme le marché du travail. La notion de valeur a été l'objet d'un débat intellectuel séculaire, dont nous rappelons ici une dimension fondamentale, parce qu'elle aide à mieux comprendre le sens et la portée d'une approche économique des faits de langue.

Historiquement, on oppose la valeur-utilité et la valeur-travail. La théorie de la valeur-utilité considère qu'un bien ou service n'a de valeur que s'il est jugé utile par les consommateurs, c'est-à-dire s'il leur procure de la satisfaction (ou, en termes économiques, de « l'utilité »). La valeur-utilité est reflétée par la disposition des consommateurs à payer un certain montant pour obtenir le bien ou service. Il s'agit d'une estimation « par défaut » : en effet, si une personne est prête à déboursier un certain montant M pour obtenir le bien ou service, c'est que ce dernier vaut, aux yeux de cette personne, au moins ce montant M , qui reflète donc par défaut l'utilité subjective attribuée par l'acheteur au bien ou service considéré.

La théorie de la valeur-utilité s'oppose à la théorie de la valeur-travail, dans laquelle ce qui fonde la valeur, c'est la quantité de travail humain nécessaire (en moyenne) à la production d'un bien ou service ; elle représente donc une caractéristique objective et

intrinsèque d'un bien ou service. Tout comme la quasi-totalité de la recherche économique contemporaine, notre étude sur les avantages du plurilinguisme s'appuie sur la notion de valeur-utilité.

La valeur-utilité peut être marchande ou non marchande. La valeur marchande est reflétée dans un prix observable sur un marché. Un exemple classique en économie des langues est celui de la maîtrise d'une langue étrangère permettant à une personne de gagner un salaire plus élevé sur le marché du travail. En revanche, la valeur non marchande n'est pas (ou que très indirectement) reflétée dans des prix de marché. Elle est cependant liée à d'autres vecteurs de satisfaction tels que les contacts sociaux avec des locuteurs de la langue, l'accès à la culture associée à la langue, etc.

Ces effets ne sont généralement pas reflétés dans des prix, car il n'y a pas de marché proprement dit pour ces commodités. Toutefois, d'un point de vue économique, ils n'en ont pas moins de valeur pour autant. En général, les éléments de valeur non marchande sont difficiles à identifier de façon théorique et également difficiles à mesurer en termes empiriques. C'est pourquoi, bien que la question soit connue, le sujet est rarement traité dans la littérature.

Une seconde distinction importante peut être opérée entre valeur privée et valeur sociale. La valeur privée se réfère aux avantages perçus par les individus ou des entités économiques fonctionnant comme des unités de décision, telles que les mé-

nages ou les entreprises. La valeur sociale, quant à elle, concerne la société dans son ensemble. Dans une interprétation simplifiée, la valeur sociale peut être considérée comme la somme des valeurs privées perçues par les différents acteurs qui composent la société. Cependant, cette agrégation ne tient pas compte de ce qu'on appelle les *externalités de réseau*, qui peuvent avoir pour effet que la valeur sociale diffère de la somme des valeurs privées. Par exemple, l'apprentissage d'une certaine langue par une personne (ou un groupe) peut augmenter la valeur des compétences linguistiques des autres personnes déjà familiarisées avec cette langue, car cela accroît la diffusion de la langue en question. En revanche, cela peut également conduire à une diminution de la prime salariale associée à ces compétences, car il contribue à les « banaliser ». En général, l'étude de la relation entre valeur privée et valeur sociale reste donc un défi pour la recherche en économie des langues.

Le tableau ci-dessous propose une illustration des différents types de valeur.

Enfin, en plus des distinctions déjà établies entre valeur privée et valeur sociale d'une part, et valeur marchande et valeur non marchande d'autre part, il est utile, afin de bien cerner la signification du concept de valeur, d'introduire une démarcation supplémentaire. Cette troisième démarcation a trait au choix du point de référence par rapport auquel on estime la valeur de quelque chose. Nous ferons ici une distinction entre deux perspectives : celle du *multilinguisme contingent* et celle du *multilinguisme absolu*. La première perspective consiste à évaluer les conséquences d'une modification des pratiques plurilingues ou des compétences linguistiques dans un cadre donné, ou étant donné une *contingence*, qui se trouve être le multilinguisme existant en Suisse et dans le monde. Par contre, dans une optique absolue, on remet en cause ce cadre lui-même, et l'on se demande s'il est préférable de vivre dans un contexte marqué par la diversité linguistique ou si, au contraire, on vivrait mieux dans un monde unilingue. Par exemple, en Suisse romande, la pratique de l'allemand est associée à une prime salariale substantielle en raison de son utilité dans l'activité professionnelle, étant donné la *contingence* que constitue le fait que l'allemand est la principale langue

Valeur de savoir la langue X	Privée	Sociale
Marchande	Salaire plus élevé pour l'individu	Salaire moyen plus élevé au niveau sociétal
Non-marchande	Accès direct d'une personne à la culture de langue X	Meilleure cohésion sociale

de Suisse. À l'inverse, dans une optique absolue, le point de référence est une (encore hypothétique) uniformisation linguistique du monde. Mais si le monde devenait unilingue et que la terre entière fonctionnait dans une seule langue, par exemple une langue déjà fortement dominante, la valeur de la pratique d'autres langues comme l'allemand, y compris dans le contexte du travail, s'en trouverait fortement érodée. Autrement dit, la valeur de quelque chose dépend aussi du cadre dans lequel on se place pour effectuer l'estimation.

Cette étude se concentre sur l'optique contingente et examine les avantages, marchands et non marchands, du plurilinguisme au niveau individuel et du multilinguisme au plan sociétal en prenant comme cadre la diversité linguistique de la Suisse.

Nous examinons ici quatre types de valeur : privée-marchande, sociale-marchande, privée-non marchande, sociale-non marchande, tout cela dans le cadre du multilinguisme contingent. La valeur du pluri- et du multilinguisme se mesure en évaluant ce que perdraient des personnes résidant en Suisse si elles décidaient de demeurer monolingues et si elles renonçaient à investir dans l'acquisition de langues supplémentaires – ou à utiliser leurs compétences alors que l'environnement linguistique reste multilingue. Notre analyse démontre que cette stratégie n'est jamais gagnante, car les avantages du plurilinguisme sont considérables à tous les niveaux.

4. La valeur marchande pour les individus

Dans l'optique contingente et parmi les quatre types de valeur que nous avons identifiés, la valeur marchande privée du plurilinguisme est la mieux connue ainsi que la moins difficile à caractériser conceptuellement et à mesurer empiriquement.

Notre estimation chiffrée des avantages du plurilinguisme s'appuie sur les données issues de l'*Enquête sur la langue, la religion et la culture* (ELRC) de l'OFS, que nous avons appariées avec les informations sur le revenu du travail tirées du registre des comptes individuels des cotisations aux assurances sociales de la Centrale de Compensation (données AVS). L'ELRC recueille des données extensives sur les pratiques linguistiques et sur un large éventail de caractéristiques de la population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant dans un ménage privé en Suisse, qui représente la population cible de l'enquête.

L'ELRC ne récolte pas de données sur les *compétences* des personnes dans différentes langues, mais sur leurs *pratiques* linguistiques dans différents contextes d'utilisation. Cela nous éloigne de l'essentiel de la recherche quantitative en économie des langues qui, autant que possible, se sert de données sur les compétences. Néanmoins, les données permettent d'établir que les pratiques plurilingues sont porteuses de valeur.

Dans notre cas, la valeur marchande privée prend donc la forme de différentiels de revenu du travail qui échoient aux personnes actives occupées déclarant certaines *pratiques* multilingues dans le cadre professionnel. Afin d'arriver à une estimation plus précise de cette association, nous recourons à l'analyse multivariée. Celle-ci permet de « filtrer » l'effet d'autres facteurs qui exercent une influence directe sur le niveau des rémunérations. En particulier, les facteurs additionnels dont nous tenons compte sont le sexe, la formation, l'expérience professionnelle, le taux d'activité (travail à temps partiel ou à plein-temps), l'état de santé, l'état civil, la présence d'enfants mineurs, le statut migratoire, la catégorie socio-professionnelle, l'âge et la « grande région » de résidence.

Nous définissons quatre profils ou catégories de pratiques linguistiques au travail (plus une catégorie résiduelle).² Ces profils sont basés sur l'utilisation (ou pas) en milieu professionnel de la langue de la commune de résidence (LCR), d'au moins une autre langue nationale (ALCH) et de l'anglais (ANG) en sus, éventuellement, d'autres langues. Le tableau ci-dessous synthétise la définition de ces profils.

2 La catégorie résiduelle regroupe les personnes qui n'utilisent pas, au travail, la langue de la commune de résidence. En revanche, certaines d'entre elles utilisent aussi une autre langue nationale et/ou l'anglais.

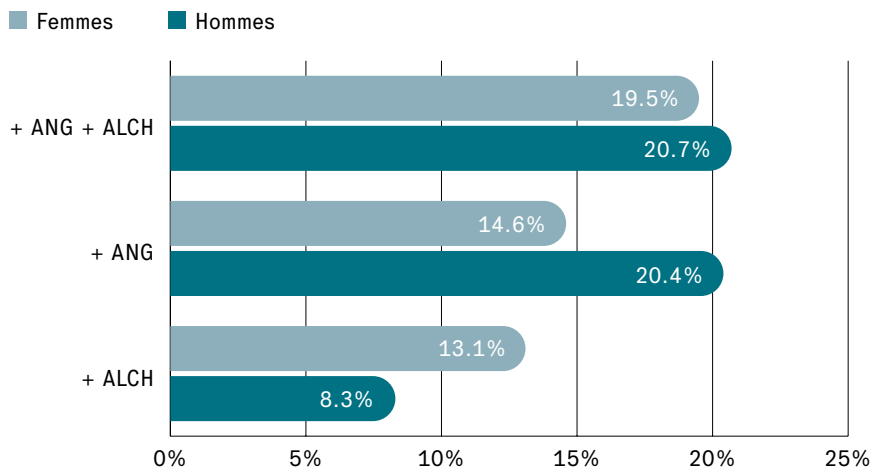
Profils	Langues utilisées		
	LCR	ANG	ALCH
LCR	☑	☒	☒
LCR + ALCH	☑	☒	☑
LCR + ANG	☑	☑	☒
LCR + ANG + ALCH	☑	☑	☑
Catégorie résiduelle	☒	☒☑	☒☑

Le schéma ci-dessous rapporte les différentiels de salaire selon le profil de pratiques linguistiques au travail et par rapport au profil «LCR», tout en contrôlant l'effet des autres déterminants du revenu. Tous les coefficients présentés sont statistiquement significatifs au moins au seuil de 95%.

Les résultats de notre analyse indiquent, de façon générale, que la tendance est à une rémunération plus élevée pour les profils d'utilisation davantage plurilingues – tout particulièrement si la combi-

raison de langues concernées comprend l'anglais. Par comparaison avec l'utilisation dans le cadre professionnel de la seule LCR (sans l'anglais ni d'autres langues nationales), on peut dire que :

- Un homme qui utilise aussi une ou des autres langues nationales gagne en moyenne 8,3% de plus qu'un homme ayant des caractéristiques équivalentes par ailleurs. Pour les femmes, ce différentiel s'élève à 13,1%.



- L'adjonction de l'anglais (seul) parmi les langues utilisées au travail est plus valorisée que l'ajout d'une langue nationale tant chez les hommes (20,4%) que chez les femmes (14,6%).
- Pour les deux sexes, la catégorie de pratiques linguistiques qui rapporte le plus est aussi celle qui est la plus plurilingue, c'est-à-dire celle qui comprend la LCR, l'anglais et (au moins) une autre langue nationale. Le différentiel associé à ce profil est de 20,7% pour les hommes et 19,5% pour les femmes.

Précisons qu'il s'agit là de valeurs moyennes, qui ne reflètent pas la diversité des réalités linguistiques dans les entreprises, dont l'analyse nécessiterait des données plus détaillées sur la nature de l'activité professionnelle exercée.

Nous nous concentrons ensuite sur les pratiques linguistiques dans des contextes autres que celui du travail, notamment à la maison (ou avec le/la partenaire ou les enfants vivant dans le ménage) et avec les amis (ou les membres de la famille vivant en dehors du ménage). Notre analyse montre que l'utilisation d'une langue dans un contexte autre que le travail ne se traduit pas, en tant que telle, par des différentiels de revenu du travail : pour cerner la valeur marchande des langues, l'emploi des langues dans le cadre professionnel reste la variable pertinente.

Avant de clore ce volet de l'analyse, il convient de remarquer que l'analyse multivariée seule ne suffit pas à révéler des relations de causalité. En effet, des caractéristiques non observées, voire non observables, peuvent influencer à la fois le revenu et le profil de pratique linguistique, ce qui

peut entraîner un biais dans les coefficients estimés et rend donc risquée l'interprétation des associations en termes de causalité. L'aisance dans l'apprentissage des langues en offre un exemple : cette aisance peut faciliter non seulement l'apprentissage des langues, mais aussi la réussite des études et de la vie professionnelle, d'où un revenu plus élevé. Par conséquent, il n'est pas possible d'affirmer sur la seule base d'une analyse multivariée qu'il existe une relation de causalité allant des pratiques plurilingues au revenu du travail.

Néanmoins, il est intéressant de noter que l'existence d'une relation de causalité entre les pratiques plurilingues et un revenu du travail plus élevé est rendue fortement plausible par le constat que les profils linguistiques dans d'autres contextes ne sont pas significativement corrélés avec le revenu. En effet, si ce sont des caractéristiques individuelles non observées qui expliquent le revenu et le profil de pratiques linguistiques au travail, il est raisonnable de s'attendre à ce que ces dernières soient en même temps significativement corrélées avec le profil linguistique dans d'autres contextes. Or l'analyse multivariée nous montre que tel n'est pas le cas : en dehors du contexte de travail, les profils linguistiques ne sont pas corrélés avec le revenu ; autrement dit, il est plus probable que ce soit bien l'utilisation de plusieurs langues dans l'activité professionnelle qui soit à la source des différentiels salariaux. Mis à part la cohérence de ce constat, il est rassurant en ceci qu'il atténue les préoccupations qu'on pourrait avoir quant aux risques de biais dans les résultats chiffrés.

5. La valeur marchande pour la société

Cette étude se sert d'une base de données issue de l'appariement entre les données ELRC et les données AVS pour examiner également si un niveau plus élevé de multilinguisme (ou de diversité linguistique) au travail donne lieu à des bénéfices salariaux interprétables sur le plan sociétal.

Pour traiter cette question, nous avons recours à deux types d'analyse différents. Nous commençons par calculer la corrélation au niveau agrégé (c'est-à-dire au niveau d'unités territoriales définies ci-dessous) entre diversité linguistique au travail et revenu moyen. Dans un deuxième temps, afin de mieux comprendre cette relation, nous procédons à une analyse de niveau microéconomique en mettant les salaires en relation avec le monolinguisme (individuel) dans l'activité professionnelle et le multilinguisme au travail au niveau de l'unité territoriale.

Comme unité territoriale, nous retenons les agglomérations. Il s'agit de régions à caractère urbain définies par l'OFS à des fins comparatives et statistiques. La Suisse compte 49 agglomérations où se concentrent environ 73% de la population. L'agglomération présente un nombre d'éléments relativement élevé (49) par rapport aux autres délimitations territoriales comme les grandes régions (7) ou les régions linguistiques (4). Cela permet de travailler avec un nombre plus élevé d'observations et accroît du même coup la fiabilité des estimations. Cependant, ce choix débouche sur deux importantes considérations dont il faut tenir

compte pour interpréter les résultats. En premier lieu, les agglomérations sont par définition des espaces urbains. Dès lors, les conclusions ne sauraient être extrapolées aux zones rurales. Ensuite, même pour les zones urbaines, les résultats doivent être interprétés avec prudence car les données ELRC, représentatives nationalement et par grande région, ne le sont pas au niveau des agglomérations. Cependant, faute d'autres données agrégées équivalentes (et en particulier de données suffisamment nombreuses, détaillées et représentatives), l'analyse au niveau des agglomérations est sans doute la meilleure approximation possible pour examiner la valeur marchande sociale du multilinguisme.

Pour représenter le multilinguisme au travail, nous construisons un index mesurant le pourcentage d'individus qui, dans chaque agglomération, n'utilisent pas uniquement la langue de la commune de résidence (LCR) au travail.

Le premier volet de notre examen comprend l'analyse agrégée, où nous mettons en rapport, au niveau des agglomérations, le multilinguisme au travail et le revenu moyen, tout en contrôlant l'effet d'autres déterminants du salaire (eux aussi calculés en termes de valeurs moyennes pour l'agglomération), notamment le sexe, la formation, l'expérience professionnelle, le taux de travail (temps partiel ou plein-temps), l'état de santé, l'état civil, la présence d'enfants mineurs, le statut migratoire et la taille de l'agglomération exprimée en nombre d'habitants.

Les résultats montrent que la diversité linguistique au travail est positivement et significativement liée au niveau moyen des salaires. Toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de cet index d'un point de pourcentage correspond à une hausse du revenu moyen de 0,5%. En d'autres termes, les habitants des agglomérations présentant un plus haut niveau de diversité linguistique perçoivent, en moyenne, des salaires plus élevés. Cette association reste positive et significative même après avoir pris en compte le niveau de vitalité économique. Cependant, dans ce cas, le coefficient estimé est légèrement inférieur, à 0,4%.

Toutefois, cette analyse n'est qu'une étape, car elle ne suffit pas à trancher sur l'origine de ces différentiels : est-ce que le plus haut niveau de revenu moyen ne reflète que l'ensemble des avantages privés dont bénéficient les individus plurilingues ? Ou est-ce que, même pour les travailleurs et travailleuses monolingues, le fait d'habiter dans une agglomération plus diversifiée donne naissance à des avantages salariaux, par exemple grâce à une productivité agrégée plus élevée ?

Pour traiter cette question, nous passons à une autre analyse de niveau microéconomique. Dans ce deuxième volet de l'analyse, nous mettons en lien le revenu avec les pratiques linguistiques au travail des personnes prises au niveau individuel. Afin de mieux cerner les avantages marchands sociaux du multilinguisme, nous utilisons une «variable d'interaction» dont le coefficient capture l'effet sur le revenu de la conjonction de deux choses : le monolinguisme en langue locale au travail et l'appartenance à une agglomération où s'observe un certain niveau de diversité linguistique dans le

cadre professionnel. Comme d'habitude, nous tenons compte de l'effet d'autres déterminants possibles du revenu, notamment le sexe, la formation, le taux de travail (temps partiel ou plein-temps), l'état de santé, l'état civil, la présence d'enfants mineurs, le statut migratoire, la catégorie socio-professionnelle, l'âge, la grande région et l'agglomération de résidence.

Nos résultats montrent que la valeur du coefficient de la variable d'interaction est positive et statistiquement significative. Cela indique qu'une plus forte diversité linguistique dans l'agglomération est associée à un impact positif sur le revenu des monolingues en LCR au travail : toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de cet index d'un point de pourcentage est associée à une hausse de 0,9% de leur revenu. En d'autres termes, dans les zones où le multilinguisme sociétal est plus marqué, même les salaires des travailleurs et travailleuses monolingues sont poussés à la hausse. Une interprétation possible de cette corrélation positive est que la diversité linguistique favorise la productivité et débouche, par conséquent, sur des bénéfices marchands au niveau sociétal, qui se manifestent sous forme de différentiels salariaux.

6. La valeur non marchande pour les individus

Du point de vue des individus, outre la valeur marchande, les langues ont aussi une valeur non marchande, c'est-à-dire une forme de valeur qui ne se traduit pas directement par un prix observable sur un marché mais qui est quand même perçue par les individus qui maîtrisent certaines langues. Par exemple, la connaissance d'une langue donnée permet de nouer des contacts plus directs avec les personnes qui la parlent comme langue principale, ainsi que d'accéder plus facilement à la culture avec laquelle cette langue est associée.

Or même si le concept est clair, son opérationnalisation en termes quantitatifs est ardue et les données nécessaires ne sont pratiquement jamais recueillies. De ce fait, les valeurs non marchandes des langues sont systématiquement négligées dans les estimations quantitatives de la valeur des langues.

Un des défis du projet APSIS est précisément d'aller plus loin dans l'estimation chiffrée des avantages non marchands du plurilinguisme. En effet, la richesse de la base de données ELRC nous permet d'esquisser une première approche à l'estimation de ces valeurs. À cette fin, nous élaborons des indicateurs inédits de la valeur non marchande du plurilinguisme qui se basent sur les données ELRC concernant les activités créatives et culturelles des résidents. En mettant en rapport ces indicateurs avec les attributs linguistiques des personnes, on peut proposer une première estimation chiffrée des avantages non marchands du

plurilinguisme. Du reste, cette analyse fait écho à d'autres travaux récents qui mettent en évidence un lien positif et significatif entre le plurilinguisme et diverses mesures psychométriques de la créativité.

L'enquête interroge les individus sur leur pratique d'activités créatives telles que, par exemple, l'artisanat, le chant, l'écriture, etc. La pratique plus soutenue d'activités créatives peut être considérée comme un avantage non marchand du plurilinguisme, dans la mesure où il s'agit d'activités directement génératrices de satisfaction, et où l'on veille à «filtrer» autant que possible l'effet d'autres variables sur le degré de pratique de ces activités créatives.

Dans l'idéal, il faudrait utiliser des données sur les *compétences* plutôt que sur les *pratiques* dans les différents contextes, car cela nous permettrait d'étudier la relation entre bénéfices non marchands et divers niveaux de compétence linguistique. Comme l'ELRC porte non sur les compétences mais sur les pratiques, il faut adapter la stratégie d'analyse et proposer une démarche à caractère exploratoire en mettant l'accent sur une autre information fournie par l'ELRC, à savoir les langues *principales* plutôt que la notion, nettement plus vague, de langues connues. Ce choix découle du fait que la définition, dans l'ELRC, de la notion «langue connue» est très générale et regroupe des personnes ayant des niveaux de compétence très hétérogènes. Par contre, la définition de langue principale est beaucoup plus précise et comprend essentiellement

les personnes qui estiment maîtriser une certaine langue.

En partant des données ELRC, nous distinguons donc deux profils mutuellement exclusifs de pratiques linguistiques: n'avoir qu'une langue principale et avoir deux langues principales ou plus.

L'enquête interroge les individus sur la fréquence à laquelle ils ont pratiqué, en tant qu'amateurs, une série d'activités créatives au cours des douze mois précédents. Nous codons les réponses sous forme d'une série de variables ordinales (de «0 = jamais» à «3 = une ou plusieurs fois par semaine») qui représentent les variables dépendantes

dans notre modèle. Pour arriver à une estimation plus précise du lien entre plurilinguisme et pratique d'activités créatives, nous contrôlons aussi l'effet d'autres caractéristiques pertinentes, notamment le sexe, la formation, le taux de travail (temps partiel ou plein-temps), l'état de santé, l'état civil, la présence d'enfants mineurs, le statut migratoire, le revenu du travail (tiré des données AVS) et l'âge. Nous estimons les différentiels de probabilité de pratiquer chaque activité créative à une fréquence plus élevée selon qu'une personne est plurilingue (et déclare avoir plusieurs langues principales) ou monolingue (une seule

Activité	Coefficient estimé	
	Signe	Significatif (à 90% min.)
Artisanat	⊕	Non
Blog	⊕	Oui
Chant	⊖	Non
Danse	⊕	Non
Dessin	⊕	Oui
Écriture	⊕	Oui
Vidéo/film	⊕	Oui
Graffitis, street art	⊕	Non
Instrument	⊕	Non
Création ordinateur	⊖	Non
Photographie	⊕	Oui
Rap/slam	⊕	Non
Théâtre	⊕	Non

langue principale). Le tableau ci-dessus rapporte les résultats essentiels, à savoir le signe (positif ou négatif) et la significativité statistique des coefficients estimés.

Nos résultats concluent à l'existence d'une association positive et statistiquement significative entre le plurilinguisme et la pratique de certaines activités créatives, à savoir la tenue d'un blog, le dessin, l'écriture, la production de vidéos ou de films et la photographie.

En outre, des analyses supplémentaires montrent que le lien positif observé entre le plurilinguisme et la pratique d'activités créatives n'est pas entièrement dû à une expérience multiculturelle plus prononcée parmi les personnes plurilingues. Cette vérification est importante, car l'expérience multiculturelle est elle-même positivement liée à la créativité et les personnes plurilingues ont souvent une expérience multiculturelle importante: or les deux phénomènes sont différents, et ce qui nous intéresse dans cette étude, c'est bien le plurilinguisme – un atout que, grâce à des approches efficaces de l'enseignement des langues, on peut offrir très largement, en généralisant aussi, du même coup, l'accès aux avantages non marchands qu'il confère.

En conclusion, notre analyse confirme l'existence d'un lien positif et statistiquement significatif entre plurilinguisme en tant que tel (distinct de l'expérience multiculturelle) et la pratique de loisirs créatifs. Cette pratique constitue un bénéfice non marchand perçu par les individus plurilingues.

7. La valeur non marchande pour la société

L'évaluation chiffrée de la valeur non marchande des langues, qu'elle soit sociale ou privée, demeure un défi considérable pour l'économie des langues. Mis à part la complexité analytique de la question, un des principaux obstacles à l'estimation tient au manque de données adaptées à une telle analyse. Dans la section précédente, nous avons montré comment on peut utiliser les informations de l'ELRC pour développer une estimation de la valeur non marchande (ou symbolique) du plurilinguisme individuel. Voyons à présent comment on peut tirer parti de ces données pour fournir une première estimation de la valeur du multilinguisme sociétal.

Pour ce faire, nous partons du fait que l'enquête ELRC interroge les individus sur certains aspects de la vie en société. Nous utilisons ces informations pour élaborer des indicateurs d'ouverture d'esprit, puis nous vérifions s'il existe une relation entre ces caractéristiques et le plurilinguisme. En effet, divers travaux en psychologie interculturelle mettent en évidence un lien positif entre plurilinguisme (individuel) et un trait de personnalité défini comme une variable latente généralement appelée «ouverture» (et fréquemment désignée par le mot anglais d'«openness»), qu'on peut caractériser comme reflétant l'ouverture d'esprit d'une personne. L'hypothèse générale est que la connaissance de plusieurs langues peut favoriser un état d'esprit ouvert et promouvoir la compréhension interculturelle.

Dans une société multiculturelle comme la Suisse, une ouverture d'esprit plus marquée peut être considérée comme un avantage au niveau social du plurilinguisme individuel, dans la mesure où cette ouverture contribue à promouvoir le dialogue interculturel ainsi que la tolérance et le respect de la diversité, favorisant du même coup des possibilités de coopération plus étendues et, partant, l'émergence de gains matériels et symboliques.

Pour avoir une mesure approximative du niveau d'ouverture interculturelle des individus, nous construisons un indicateur à partir des items suivants du questionnaire ELRC, qui peuvent refléter, plus généralement, un certain degré d'ouverture d'esprit:

- «La diversité des origines nationales et culturelles constitue un enrichissement pour la culture de notre pays.»
- «Tous les enfants devraient recevoir des connaissances générales sur toutes les grandes religions du monde.»
- «Toutes les communautés religieuses ou spirituelles devraient avoir le droit de pratiquer leurs propres rites funéraires.»

Pour ce qui concerne les attributs linguistiques, nous distinguons deux profils mutuellement exclusifs de pratiques linguistiques: n'avoir qu'une langue principale et avoir deux langues principales ou plus. Tout comme pour la valeur privée, il serait également préférable, afin de parler de valeur so-

ciale, d'utiliser des données sur les compétences plutôt que sur les pratiques. Faute de telles données, nous adoptons une approche exploratoire en nous concentrant sur la notion (plus précise) de langues principales plutôt que sur celle (plus vague) de langues connues.

Comme précédemment, nous « filtrons » l'effet d'autres déterminants possibles de l'ouverture d'esprit en tenant compte du sexe, de la formation, du taux d'activité (temps partiel ou plein-temps), de l'état de santé, de l'état civil, de la présence d'enfants mineurs, du statut migratoire, du revenu du travail (tiré des données AVS) et de l'âge. Les données permettent d'estimer des différentiels de probabilité – plus précisément, la différence de probabilité de répondre de manière davantage positive à chaque question révélatrice d'ouverture d'esprit, en comparant les personnes plurilingues (déclarant plusieurs langues principales) aux personnes monolingues (une seule langue principale). Le tableau ci-dessous indique le signe (positif ou négatif) et la significativité statistique des coefficients estimés.

Mesure d'ouverture d'esprit

Les résultats confirment l'existence d'un lien entre plurilinguisme et ouverture d'esprit. Pour chacune de nos trois mesures d'ouverture d'esprit, le coefficient estimé est positif et statistiquement significatif. Cela signifie que les profils davantage plurilingues ont une probabilité plus élevée d'avoir une plus grande ouverture d'esprit. On admet généralement que (i) le degré d'ouverture caractérisant une société dans son ensemble est positivement corrélé au degré d'ouverture d'esprit des personnes qui la composent et que (ii) le degré d'ouverture d'une société, toutes choses égales par ailleurs, contribue à la qualité de vie qu'offre cette société. Sous ces conditions, le plurilinguisme contribue à la qualité de vie au niveau de la société dans son ensemble et se révèle donc être, à ce titre également, porteur de valeur.

	Coefficient estimé	
	Signe	Significatif (à 95% min.)
Diversité	⊕	Oui
Religion	⊕	Oui
Rites	⊕	Oui

8. Implications pour la politique linguistique et la recherche

Sous les quatre angles considérés pour estimer la valeur de la diversité linguistique en Suisse (privée marchande, sociale marchande, privée non marchande, sociale non marchande), le plurilinguisme des individus et le multilinguisme de la société se révèlent être avantageux. À côté des raisons sociales, politiques, culturelles et historiques qu'a la Suisse de prendre soin de sa diversité linguistique, l'approche développée dans le projet APSIS montre qu'il existe d'excellentes raisons économiques de le faire.

Les résultats chiffrés issus du projet APSIS sont présentés en détail dans un ouvrage de plus de 200 pages (disponible dès mi-2024) et dont certains sont également fournis dans cette synthèse. Plusieurs de ces résultats reposent sur l'analyse multivariée; les coefficients estimés peuvent être lus comme des corrélations conditionnelles. L'analyse multivariée permet de « filtrer » l'effet que peuvent avoir des variables *autres* que le plurilinguisme sur la création des différents types de valeur; les estimations obtenues proposent un regard allant en profondeur.

Insistons à nouveau sur le fait qu'il faut se garder de voir dans ces résultats la *preuve* d'une relation de causalité; ce que l'on peut dire toutefois, c'est que ces résultats, surtout compte tenu de leur convergence, ainsi que du fait qu'on peut, dans tous les cas, proposer une explication théorique en cohérence avec les chiffres, rendent hautement plausible l'interpréta-

tion selon laquelle le plurilinguisme des individus et le multilinguisme de la société constituent effectivement des avantages pour la Suisse et pour les personnes qui y vivent.

Ce travail d'identification et de mesure des avantages ne constitue qu'un versant de la réflexion de politique linguistique. L'autre versant est celui des coûts, que le projet APSIS n'aborde pas mais qu'il ne faut pas perdre de vue pour autant.

Le degré de pluri- et de multilinguisme qui caractérise la Suisse peut être considéré comme un cadre. À partir de là, le défi politique et social est d'identifier et de mettre en œuvre des politiques linguistiques permettant de maximiser les avantages de cette diversité linguistique et de minimiser les coûts qui l'accompagnent. Autrement dit, l'analyse des politiques linguistiques sert également d'instrument qui aide les sociétés à se prononcer en meilleure connaissance de cause sur les choix qu'elles peuvent faire en matière de langue et de plurilinguisme.

Cette conclusion renvoie à une autre dimension de l'analyse des politiques publiques, y compris en matière de politiques linguistiques, à savoir leur dimension distributive. Quand on adopte une politique favorable au pluri- et au multilinguisme, compte tenu de leurs avantages, notamment ceux que le projet APSIS a permis de chiffrer, il convient aussi de se demander comment se répartissent ces avantages entre différentes personnes et groupes de personnes,

groupes que l'on peut définir en termes de catégorie socio-économique, de région de résidence, d'âge, de sexe, de profil linguistique, etc.

De même qu'elles ne suffisent pas à se prononcer sur les coûts, les données disponibles ne permettent pas d'examiner en détail la question distributive. Cependant, tout indique que la promotion du plurilinguisme individuel et du multilinguisme sociétal est dans l'avantage de tous et toutes. Premièrement, les effets positifs de la diversité des langues ressortent des analyses économétriques même lorsque l'on incorpore un large éventail de variables de contrôle – notamment celles en termes desquels on peut définir des groupes. Deuxièmement, on a pu constater que le plurilinguisme est associé à des effets positifs même lorsque l'on tient compte de l'expérience multiculturelle des acteurs. En d'autres termes, et indépendamment de la biographie individuelle des personnes (qui aura pu les amener à acquérir une expérience multiculturelle plus ou moins étendue), un accès facilité au plurilinguisme, que les politiques publiques sont mieux à même de proposer (notamment au travers de l'enseignement des langues, pour les adultes comme pour les jeunes), permet d'offrir à tous l'accès à tout un éventail de valeurs marchandes et non marchandes.

Les résultats du projet APSIS nous encouragent donc fortement à soutenir l'engagement de la Suisse dans des politiques publiques favorables au plurilinguisme des personnes et au multilinguisme de la société. N'oublions toutefois pas que ces résultats sont basés sur des données statistiques dont on a bien sûr cherché à tirer le maximum, mais qui méritent d'être renforcées grâce au recueil d'informations direc-

tement calibrées sur les questions en présence. À cet égard, deux priorités peuvent être mises en évidence.

Premièrement, il serait très souhaitable de disposer d'informations non seulement sur les pratiques, mais aussi sur les compétences linguistiques des personnes. À l'heure actuelle (été 2023), une extension de la prochaine ELRC est prévue, qui doit incorporer une série de questions sur les niveaux de compétence des résidents dans plusieurs langues étrangères, avec recours à des descripteurs permettant d'objectiver les déclarations des personnes interrogées. Ce développement est très bienvenu et augure de possibilités de recherche du plus haut intérêt.

Deuxièmement, on a vu qu'en l'absence de données bien ciblées, l'estimation des valeurs non marchandes oblige à passer par des méthodes d'estimation indirectes qui sont souvent passablement complexes. C'est pourquoi il est sans doute nécessaire de prévoir une enquête pilote puis, à terme, des relevés réguliers des valeurs non marchandes que les résidents attribuent à diverses manifestations de plurilinguisme individuel et de multilinguisme sociétal. La récolte de ce type de données, puis leur traitement (notamment avec des techniques importées à partir d'autres spécialités, telles que l'économie de l'environnement) permettrait non seulement de constituer une base d'information essentielle sur la valeur du pluri- et du multilinguisme, mais aussi d'effectuer des avancées majeures, en comparaison internationale, dans la recherche sur la valeur de la diversité.

Vorteile der Schweizer Mehrsprachigkeit für Individuen und Gesellschaft

Eine kurze Übersicht

—

François Grin & Ilaria Masiero

1. Einleitung

Die Vielfalt der Sprachen und Kulturen ist für die Schweiz und ihre Einwohnerinnen und Einwohner von besonderer Bedeutung, weil sie seit langem in ihrer politischen, sozialen und kulturellen Geschichte verankert ist und oft als „Trumpf“ oder „Reichtum“ dargestellt oder sogar als wesentlich für die Existenz des Landes angeführt wird. Diese Vielfalt wird zwar immer wieder thematisiert, doch in vielerlei Hinsicht weiss man eher wenig über sie, insbesondere was Wesen und Ausmass der Vorteile betrifft, die sie der Schweiz und ihren Einwohnerinnen und Einwohnern bringen soll (oft als Standortvorteil bezeichnet).

Im Forschungsprojekt „Vorteile der Schweizer Mehrsprachigkeit: Individuen und Gesellschaft“ sollten diese Fragen und unser theoretisches und empirisches Verständnis der Mehrsprachigkeit vertieft werden, indem ausgehend von Kennzahlen zunächst ermittelt werden sollte, ob sie tatsächlich einen Vorteil darstellt und einen Nutzen bringt. Es ging darum zu prüfen, ob anhand der für die Schweiz vorliegenden Daten einige dieser Vorteile mithilfe statistischer Verfahren ermittelt und quantifiziert werden können. Gleichzeitig galt sicherzustellen, dass die Statistiken mit Blick auf den ökonomischen Wertbegriff interpretiert werden können, und zwar nicht nur hinsichtlich des finanziellen oder materiellen Marktwertes, sondern auch ihres nicht-marktbezogenen oder symbolischen Wertes (*non-market value, valeur non marchande*).

Ohne die gesellschaftliche, politische und kulturelle Bedeutung der schweizerischen Mehrsprachigkeit und ihre histori-

sche Verwurzelung zu bestreiten, bestand das Ziel der Studie darin, die Vorteile der Mehrsprachigkeit für die Einzelnen und die Gesellschaft, die sie bilden, zu überprüfen und abzuschätzen. Die vorliegende Studie versucht daher, folgende Fragen zu beantworten: Was ist, abgesehen von der Würdigung der Sprachenvielfalt der Schweiz, der Wert dieser Vielfalt? Was sind seine Bestandteile? In welcher Grössenordnung bewegt er sich?

Eine systematische Herangehensweise zeigt die ausserordentliche Breite der Fragestellung, die eigentlich ein umfassendes und interdisziplinär angelegtes Forschungsprogramm erfordern würde. Innerhalb der engeren Grenzen eines einzelnen Forschungsprojekts wie das vorliegende haben wir uns darauf konzentriert, eine vernünftige Schätzung anzustellen, die in der bestehenden Theorie verankert ist, und vor allem mithilfe einer Reihe von allgemeinen und vertiefenden statistischen Methoden auf der Grundlage der vom Bundesamt für Statistik (BFS) alle fünf Jahre erhobenen Daten auch machbar ist. Unser Projekt hat daher folgende Ziele:

1. einen systematischen analytischen Rahmen der Auswirkungen der Mehrsprachigkeit auf individueller und gesellschaftlicher Ebene zu entwickeln, insbesondere für solche, die a priori als Vorteile betrachtet werden können;
2. einen methodischen Ansatz festlegen, um die Vorteile auf der Grundlage der für die Schweiz verfügbaren Daten zu beziffern;

3. zu prüfen, welche der derzeit beim Bundesamt für Statistik (BFS) verfügbaren Daten sich für die Durchführung solcher Auswertungen eignen, und herauszuarbeiten, wo der grösste Bedarf an ergänzenden Datenerhebungen besteht;
4. auf der Grundlage der verfügbaren Daten den sogenannten „Markt“-Wert von mehr oder weniger mehrsprachigen Praktiken zu beziffern, sowie eine erste Annäherung zur Schätzung des nicht-marktbezogenen Wertes solcher Praktiken vorzunehmen;
5. gestützt auf die Resultate eine Bilanz zu ziehen, die die Vorteile der Mehrsprachigkeit für die Individuen in Bezug setzt zu ihren gesellschaftlichen Vorteilen; diese Bilanz dann in den Kontext der Prioritäten öffentlicher Politiken im Bereich Sprache und Kultur sowie distributiven Fragestellungen einzuordnen und schliesslich den Grundstein für weiterführende Analysen zu legen.
3. Unterstützung der Minderheitssprachen;
4. Tatsächliche Mehrsprachigkeit in Politik und Bundesverwaltung;
5. Vorbereitung der jungen Menschen auf die Anforderungen des Arbeitsmarktes im Kontext der Globalisierung;
6. Umgang mit den sprachlichen Dimensionen der internationalen Mobilität zu Studien- oder Arbeitszwecken;
7. Integration und Wertschätzung der durch Migrationsbewegungen entstandenen sprachlichen Vielfalt.

Die in unserem Projekt behandelten Fragen sind direkt relevant für mehrere Legislaturprogramme des Bundesrates (insbesondere Ziel Nr. 7 des Programms 2019-2023 und Ziel Nr. 10 des Programms 2023-2027).

Schliesslich schlägt das Projekt mehrere Pflöcke ein für die Entwicklung eines integrierten Ansatzes zu den Auswirkungen der Sprachenvielfalt, insbesondere den Vorteilen, die diese Vielfalt mit sich bringen kann. In diesem Bereich könnte die Schweiz im internationalen Vergleich also eine Vorreiterrolle einnehmen, denn unseres Wissens hat bis heute kein Land der Welt eine solche systematische und umfassende Untersuchung durchgeführt.

Der vorliegende Kurzbericht greift lediglich einige wesentliche Punkte unseres Projekts auf. Interessierte sind eingeladen, den vollständigen Bericht einschliesslich seiner rund 30 Tabellen mit quantitativen Angaben zu konsultieren.¹

Das Bestreben, mehr über die Auswirkungen der Mehrsprachigkeit zu erfahren und zu prüfen, ob mit ihr messbare Vorteile einhergehen, entspricht den Anliegen, die in Bezug auf verschiedene Themen von grosser Bedeutung für die Schweiz geäussert werden. Kenntnis der Vorteile der Mehrsprachigkeit und ihre Übersetzung in messbare Werte ist die Grundlage, um gezielter Massnahmen in folgenden Bereichen zu rechtfertigen:

1. Verständigung zwischen Sprachgemeinschaften;
2. Förderung des Austausches zwischen Sprachregionen;

1 Der vollständige Bericht wird 2024 als Buch im open-access-Format publiziert.

2. Theoretischer Überblick: Mehrsprachigkeit und Marktwert

Der Zusammenhang zwischen Sprache und Ökonomie wirft Fragen auf, die aus unterschiedlichen Perspektiven betrachtet werden können. Diese Fragen betreffen nicht nur die Sprach- und Wirtschaftswissenschaften, sondern umfassen auch Aspekte, die etwa die Soziologie, die Politikwissenschaft, das Recht, die Psychologie, die Demografie oder die Geografie berühren.

Seitens der Sprachwissenschaften und insbesondere verschiedener Strömungen der Soziolinguistik gibt es wichtige Forschungsarbeiten, die Sprachpraktiken und -repräsentationen in den Kontext von Erwerbsarbeit stellen und so eine Verbindung zwischen Sprachen und Wirtschaft herstellen. Diese Arbeiten zielten zu Beginn darauf ab, Phänomene wie die Auswirkungen der Industrialisierung auf den Rückgang von Minderheitensprachen zugunsten dominierender Sprachen zu untersuchen, haben aber allmählich ihre Aufmerksamkeit verstärkt auf feinkörnigere Aspekte gerichtet, wie Interaktionen im beruflichen Kontext zwischen Personen mit unterschiedlichen sprachlichen Attributen. Allerdings schlagen diese Arbeiten keine analytische Brücke zwischen Sprachpraktiken auf der einen Seite und wirtschaftlichen Prozessen auf der anderen Seite. De facto sind die klassischen ökonomischen Variablen (auf mikroökonomischer Ebene: Produktion, Kosten, Löhne, Umsatz, Gewinn; auf makroökonomischer Ebene: Konsum der Haushalte, Investitionen der Unternehmen, BIP) in dieser Forschungsliteratur praktisch nicht vorhanden. Dies gilt auch für die wichtige, in der

kritischen Soziolinguistik verankerte Forschungstradition, die die in den Sprachpraktiken, insbesondere im Unternehmenskontext, wahrnehmbaren Machtverhältnisse aufzeigt. Einige Elemente dieser Herangehensweise beziehen sich zwar auf wirtschaftliche Probleme, aber wirtschaftliche Variablen und Prozesse spielen keine Rolle.

Dasselbe gilt auch für die verwandte Forschungsrichtung der politischen Ökonomie von Sprache (*political economy of language*). Alles in allem beleuchten sprachwissenschaftliche Arbeiten zwar viele Aspekte mehrsprachiger Praktiken im Rahmen von wirtschaftlichen Aktivitäten, haben aber in der Regel nicht zum Ziel, zu erklären oder zu bewerten, wie und in welchem Umfang diese Praktiken wirtschaftliche Aktivitäten beeinflussen und ob sie folglich wertschöpfend sind.

Die Frage nach dem Marktwert, d.h. des Werts, der mit mehr oder weniger mehrsprachigen Praktiken einhergehen kann, wurde eher in einem Spezialgebiet der Ökonomie, der sogenannten „Sprachenökonomie“ (*économie des langues*), erforscht. Diese untersucht die Beziehungen zwischen Sprache und Ökonomie unter Verwendung der Werkzeuge und Modelle aus der Wirtschaftswissenschaft. Es handelt sich um ein eher junges Fachgebiet, da die ersten einschlägigen Arbeiten erst in den 1960er Jahren entstanden sind.

In ihren Anfängen war die Sprachenökonomie eine fast ausschliesslich nordamerikanische Angelegenheit und befasste sich vor allem mit der Rolle der Hauptsprache als

Kriterium für die Gruppenzugehörigkeit. Man ging damals davon aus, dass die Zugehörigkeit zu einer Sprachgemeinschaft mit Unterschieden im Einkommen einhergeht, was die Frage nach möglichen Ursachen für diese Unterschiede, wie z.B. sprachliche Diskriminierung, aufwarf.

In einer zweiten Phase insbesondere ab den 1970er Jahren interessierte sich die Sprachenökonomie für die kommunikative Funktion von Sprache. Wirtschaftswissenschaftler haben den erworbenen Sprachkenntnissen eine wachsende Bedeutung im Sinne einer Investition beigemessen. Sprachkenntnisse werden als Bestandteil des Humankapitals der Menschen betrachtet, vergleichbar mit anderen Kompetenzen, die vor allem in der Ausbildung aufgebaut werden. Studien haben die wirtschaftlichen Auswirkungen von Zweit- oder Fremdsprachenkenntnissen untersucht, insbesondere bei Migranten, die die Hauptsprache des Aufnahmelandes erlernen.

In einer dritten Phase ab Anfang der 1980er Jahre wurden diese beiden Perspektiven kombiniert, sodass die sprachlichen Attribute in ihrer Gesamtheit sowohl als Teil der Identität (gebunden an die Hauptsprache) als auch als eine Form der Investition (in Zweit- oder Fremdsprachenkenntnissen) betrachtet werden konnten.

Vor allem seit den 1990er Jahren hat sich die Forschung zur Sprachenökonomie in verschiedene Richtungen entwickelt und verzweigt, um ein immer breiteres Spektrum an Phänomenen zu erfassen, bei denen sich wirtschaftliche und sprachliche Variablen gegenseitig beeinflussen.

Die vorhandene Literatur zur Sprachenökonomie lässt sich anhand verschiedener Kriterien gliedern, die auch miteinander

kombiniert werden können. Das wohl grundlegendste betrifft die Art der Kausalität, die man zu beleuchten versucht: So kann das Interesse hauptsächlich dem Einfluss sprachlicher Variablen oder Prozesse auf wirtschaftliche Variablen oder Prozesse gelten oder umgekehrt (dem Einfluss des wirtschaftlichen Bereichs auf den sprachlichen). Man kann eine Typologie aber auch anders strukturieren und beispielsweise zwischen sprachökonomischen Arbeiten unterscheiden, bei denen der Schwerpunkt auf dem Korpus einer bestimmten Sprache liegt (eine Minderheit der Arbeiten), und solchen, bei denen der Schwerpunkt auf Fragen zum Status von Sprachen im Verhältnis zueinander liegt (die grosse Mehrheit).

Unsere Studie konzentriert sich auf die Rolle, die die mehr oder weniger mehrsprachigen Praktiken der Akteure für die Wertschöpfung spielen. Der so geschaffene Wert kann einen Marktwert oder einen nicht-Marktwert darstellen, wie wir im nächsten Abschnitt erläutern.

In unserem Projekt erkunden wir die marktbezogenen und die nicht-marktbezogenen Werte, die mit der Mehrsprachigkeit mit den (insbesondere beruflichen) Praktiken der Akteure einhergehen, in quantitativer Hinsicht. Insbesondere legen wir quantifizierte Schätzungen der Einkommensunterschiede vor, die sich aus den sprachlichen Merkmalen der Individuen ergeben. Die Beziehung zwischen sprachlichen Merkmalen und wirtschaftlichen Gegebenheiten ist jedoch komplex und kann von zahlreichen un beobachteten Variablen beeinflusst werden. Folglich ist sowohl bei der eigentlichen statistischen Analyse als auch bei der Interpretation der Ergebnisse grösste Vorsicht geboten.

3. Der Begriff des Wertes und seine Verwendung

Der Begriff des Werts ist in der Wirtschaft von grösster Bedeutung und geht weit über den blossen Marktwert hinaus, d.h. über Werte, die (manchmal *indirekt*) auf Märkten wie dem Arbeitsmarkt beobachtbar sind. Der Wertbegriff war Gegenstand einer jahrhundertelangen intellektuellen Auseinandersetzung, von der wir hier eine grundlegende Komponente in Erinnerung rufen möchten, weil sie hilft, den Stellenwert und die Tragweite eines ökonomischen Ansatzes für sprachliche Sachverhalte besser zu verstehen.

Historisch gesehen werden der Nutzwert und der Arbeitswert einander gegenübergestellt. Die Nutzwerttheorie geht davon aus, dass eine Ware oder Dienstleistung nur dann einen Wert hat, wenn sie von den Konsumenten als nützlich angesehen wird, d.h. wenn sie ihnen Befriedigung (oder, wirtschaftlich ausgedrückt, „Nutzen“) verschafft. Der Nutzwert spiegelt sich in der Bereitschaft der Konsumenten wider, einen bestimmten Betrag zu zahlen, um die Ware oder Dienstleistung zu erhalten. Es handelt sich hierbei um eine standardisierte Schätzung: Wenn eine Person bereit ist, einen bestimmten Betrag *B* für die Ware oder Dienstleistung auszugeben, dann ist die Ware oder Dienstleistung in den Augen dieser Person mindestens diesen Betrag *B* wert. Er spiegelt somit den standardisierten subjektiven Nutzen wider, den die Person der betreffenden Ware oder Dienstleistung zumisst.

Die Nutzwerttheorie steht im Gegensatz zur Arbeitswerttheorie, in der die Menge an menschlicher Arbeit, die für die Produktion

einer Ware oder Dienstleistung durchschnittlich erforderlich ist, den Wert begründet und somit ein objektives und intrinsisches Merkmal der Ware oder Dienstleistung darstellt. Wie fast die gesamte zeitgenössische wirtschaftswissenschaftliche Forschung stützt sich auch unsere Studie über die Vorteile der Mehrsprachigkeit auf das Konzept des Nutzwerts.

Der Nutzwert kann ein Marktwert oder ein nicht-Marktwert sein. Der Marktwert entspricht einem beobachtbaren Preis auf einem Markt. Ein klassisches Beispiel aus der Sprachenökonomie ist die Beherrschung einer Fremdsprache, die es einer Person ermöglicht, auf dem Arbeitsmarkt ein höheres Einkommen zu erzielen. Im Gegensatz dazu schlägt sich der nicht-marktbezogene Wert nicht (oder nur sehr indirekt) in Marktpreisen nieder. Er ist jedoch an andere Zufriedenheitsfaktoren wie soziale Kontakte mit Sprechenden der Sprache, den Zugang zu der mit der Sprache verbundenen Kultur usw. gekoppelt.

Diese Aspekte schlagen sich in der Regel nicht in Preisen nieder, da es keinen eigentlichen Markt für diese Güter gibt. Aus wirtschaftlicher Sicht stellen sie deshalb dennoch nicht weniger einen Wert dar. Im Allgemeinen sind die Elemente des nicht-marktbezogenen Werts theoretisch schwer zu identifizieren und empirisch schwer zu messen. Daher wird dieses Thema, obwohl es bekannt ist, in der Literatur nur selten behandelt.

Eine zweite bedeutende Unterscheidung kann zwischen privatwirtschaftlichem und gesellschaftlichem Wert getroffen werden. Der privatwirtschaftliche Wert bezieht sich auf die Vorteile, die von Einzelpersonen oder Wirtschaftseinheiten wie Haushalte oder Unternehmen, die als Entscheidungseinheiten fungieren, wahrgenommen werden. Der gesellschaftliche Wert betrifft hingegen die Gesellschaft als Ganzes. Vereinfacht ausgedrückt kann der gesellschaftliche Wert als Summe der privatwirtschaftlichen Werte betrachtet werden, die von den verschiedenen Akteuren, aus denen die Gesellschaft besteht, wahrgenommen werden. Diese Aggregation berücksichtigt allerdings nicht die sogenannten *Netzwerkeffektivitäten*, die dazu führen können, dass der gesellschaftliche Wert von der Summe

der privaten Werte abweicht. Beispielsweise kann das Erlernen einer bestimmten Sprache durch eine Person (oder eine Gruppe) den Wert der Sprachkenntnisse anderer Personen, die bereits mit dieser Sprache vertraut sind, erhöhen, da dies die Verbreitung der betreffenden Sprache steigert. Andererseits kann dies aber auch zu einer Verringerung der mit diesen Fähigkeiten verbundenen Einkommenszuschläge führen, da es zu ihrer „Trivialisierung“ beiträgt. Insgesamt bleibt daher die Untersuchung der Zusammenhänge zwischen privatwirtschaftlichem und gesellschaftlichem Wert eine Herausforderung für die sprachökonomische Forschung.

Untenstehende Tabelle illustriert die verschiedenen Typen von Wert.

	Privat	Gesellschaftlich
Nutzen, die Sprache X zu beherrschen		
Marktbezogener Wert	Höherer Lohn für das Individuum	Höherer Durchschnittslohn auf gesellschaftlicher Ebene
Nicht-marktbezogener Wert	Direkter Zugang für ein Individuum zu Kultur und Sprache X	Besserer sozialer Zusammenhalt

Schliesslich ist es für das Verständnis der Bedeutung des Nutzenkonzepts hilfreich, nicht nur wie bereits erwähnt zwischen privatem und gesellschaftlichem Nutzen resp. symbolischem und Marktwert zu unterscheiden, sondern eine dritte Abgrenzung einzuführen. Diese bezieht sich auf die Wahl des Bezugspunkts, anhand dessen sich der Wert von etwas schätzen lässt. Wir unter-

scheiden hier zwischen zwei Perspektiven: die der kontingenten Mehrsprachigkeit und die der absoluten Mehrsprachigkeit. Erstere besteht darin, die Folgen einer Veränderung der mehrsprachigen Praxis oder der Sprachkenntnisse innerhalb eines gegebenen Rahmens oder angesichts einer Gegebenheit zu bewerten, wie etwa die in der Schweiz und in der Welt existierende Mehrsprachigkeit.

Aus einer absoluten Perspektive hingegen wird dieser Rahmen selbst in Frage gestellt und gefragt, ob es besser sei, in einem von sprachlicher Vielfalt geprägten Umfeld zu leben, oder im Gegenteil in einer einsprachigen Welt. In der Westschweiz ist beispielsweise die Verwendung der deutschen Sprache aufgrund ihres Nutzens für die berufliche Tätigkeit mit einem erheblichen Lohnzuschlag verbunden, da Deutsch die grösste Sprache der Schweiz ist. Umgekehrt ist aus absoluter Sicht der Bezugspunkt eine (freilich hypothetische) sprachliche Vereinheitlichung der Welt. Wenn die Welt also einsprachig würde und alles in einer einzigen Sprache funktionierte, zum Beispiel einer bereits stark dominierenden Sprache, würde der Wert der Beherrschung anderer Sprachen wie Deutsch, auch im Arbeitskontext, stark untergraben. Mit anderen Worten: Der Wert von etwas hängt auch vom Rahmen ab, in dem man die Schätzung vornimmt.

Die vorliegende Studie nimmt die kontingente Perspektive als Bezugspunkt und untersucht die wirtschaftlichen und immateriellen Vorteile der individuellen und der gesellschaftlichen Mehrsprachigkeit anhand der sprachlichen Vielfalt in der Schweiz.

Wir untersuchen hier vier Arten von Wert: privatwirtschaftlicher und gesellschaftlicher Marktwert sowie privatwirtschaftlicher und gesellschaftlicher nicht-Marktwert im Rahmen der kontingenten, gegebenen Mehrsprachigkeit. Der Wert der Mehr- und Vielsprachigkeit wird gemessen, indem man bewertet, was in der Schweiz ansässige Personen verlieren würden, wenn sie sich dafür entschieden, einsprachig zu bleiben, d.h. darauf verzichteten, in den Er-

werb zusätzlicher Sprachen zu investieren oder entsprechende Kompetenzen in einem mehrsprachigen Umfeld zu nutzen. Unsere Analyse wird zeigen, dass eine solche Strategie niemals gewinnbringend ist, denn die Vorteile der Mehrsprachigkeit sind auf allen Ebenen beträchtlich.

4. Marktwert aus individueller Sicht

Aus kontingenter Perspektive und von den vier Typen von Werten, die wir identifiziert haben, ist der private Marktwert der Mehrsprachigkeit am besten untersucht sowie am wenigsten schwer zu konzeptualisieren und empirisch zu messen.

Unsere Kennzahlen zu den Vorteilen der Mehrsprachigkeit stützen sich auf Daten aus der Erhebung über Sprache, Religion und Kultur (ESRK) des Bundesamts für Statistik BFS, die wir mit Angaben zum Arbeits-einkommen aus den individuellen Konten des Registers der Sozialversicherungsbeiträge der Zentralen Ausgleichsstelle (AHV-Daten) zusammengeführt haben. Die ESRK erhebt umfangreiche Daten zu Sprachpraktiken und einer breiten Palette von Merkmalen der ständigen Wohnbevölkerung ab 15 Jahren, die in einem Privathaushalt in der Schweiz lebt, und die die Zielpopulation der ESRK darstellt.

Die ESRK sammelt keine Daten zu den jeweiligen Sprachkompetenzen der Personen, sondern zu ihren Sprachpraktiken in unterschiedlichen Verwendungskontexten. Dies rückt uns vom Kern der quantitativen Forschung in der Sprachenökonomie ab, die möglichst auf Daten zu Kompetenzen zurückgreift. Dennoch lässt sich anhand der vorhandenen Daten feststellen, dass mehrsprachige Praktiken wertschöpfend sind.

In unserem Fall besteht der private Marktwert also im Verdienstzuwachs für im Arbeitsmarkt aktive Personen, die nach ei-

genen Angaben im Beruf mehrsprachige *Praktiken* pflegen. Für eine genauere Schätzung dieses Zusammenhanges stützen wir uns auf eine multivariate Analyse, um die Wirkung anderer Faktoren, die einen direkten Einfluss auf die Höhe der Löhne haben, „herauszufiltern“. Bei den zusätzlichen Faktoren handelt es sich insbesondere um Geschlecht, Ausbildung, Berufserfahrung, Beschäftigungsgrad (Teil- oder Vollzeitarbeit), Gesundheitszustand, Familienstand, minderjährige Kinder, Migrationsstatus, sozio-professionelle Kategorie, Alter und die „Grossregion“ des Wohnortes.

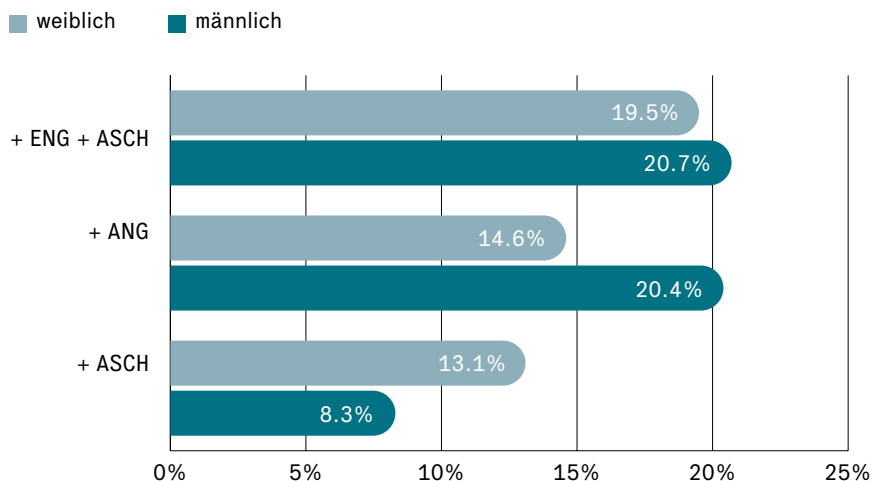
Wir definieren vier Profile resp. Kategorien von Sprachpraktiken am Arbeitsplatz (plus eine Kategorie für weitere Profile).² Diese Profile basieren auf dem Gebrauch (oder Nichtgebrauch) der Sprache der Wohngemeinde (SWG), mindestens einer weiteren Landessprache (ASCH) und Englisch (ENG) sowie eventuell weiterer Sprachen im beruflichen Umfeld. Die folgende Tabelle fasst die Definition dieser Profile zusammen.

2 Die Kategorie „weitere Profile“ umfasst Personen, die am Arbeitsplatz die Sprache der Wohngemeinde nicht verwenden. Hingegen verwenden einige von ihnen eine andere Landessprache und/oder Englisch.

Profil	Verwendete Sprachen		
	SWG	ENG	ASCH
SWG	☑	☒	☒
SWG + ASCH	☑	☒	☑
SWG + ENG	☑	☑	☒
SWG + ENG + ASCH	☑	☑	☑
Weitere Profile	☒	☒☑	☒☑

Die untenstehende Abbildung stellt die Lohnunterschiede nach Profilen der Sprachpraxis am Arbeitsplatz und im Vergleich zum Profil „SWG“ dar, wobei die Auswirkungen

anderer einkommensrelevanter Faktoren kontrolliert werden. Alle dargestellten Koeffizienten sind zu mindestens 95% statistisch signifikant.



Die Ergebnisse unserer Analyse deuten insgesamt darauf hin, dass es eine Tendenz zu höherer Entlohnung für stärker mehrsprachige Anwendungsprofile gibt – ganz besonders, wenn die betreffende Sprachkombination Englisch umfasst. Im Vergleich zur

beruflichen Verwendung nur der SWG (ohne Englisch oder andere Landessprachen) lässt sich sagen, dass

- eine männliche Person, die auch eine oder mehrere andere Landessprachen

verwendet, im Durchschnitt 8.3% mehr verdient als ein Mann mit ansonsten gleichen Merkmalen. Bei Frauen beträgt der Unterschied 13.1%.

- wenn lediglich Englisch zu den am Arbeitsplatz verwendeten Sprachen hinzukommt, dies sowohl bei Männern (20.4%) als auch bei Frauen (14.6%) höher bewertet wird.
- bei beiden Geschlechtern die Kategorie der Sprachpraktiken, die am meisten einbringt, auch die Kategorie mit der höchsten Mehrsprachigkeit ist, d.h. die Kategorie, die die SWG, Englisch und (mindestens) eine weitere Landessprache umfasst. Die mit diesem Profil verbundene Differenz beträgt 20,7% für Männer und 19,5% für Frauen.

kausale Zusammenhänge aufzudecken. Dies liegt daran, dass unbeobachtete oder gar nicht beobachtbare Merkmale sowohl das Einkommen als auch das Profil der Sprachpraxis beeinflussen können, was zu einer Verzerrung der geschätzten Koeffizienten führen kann und somit die Interpretation von kausalen Zusammenhängen gewagt macht. Ein Beispiel hierfür ist die Leichtigkeit beim Sprachenlernen: Sie kann nicht nur das Sprachenlernen fördern, sondern auch den Erfolg im Studium und im Berufsleben, was wiederum zu einem höheren Einkommen führt. Daher ist es nicht möglich, ausschliesslich auf der Grundlage einer multivariaten Analyse eine kausale Beziehung zwischen mehrsprachigen Praktiken und dem Arbeitseinkommen zu behaupten.

Es handelt sich hier um Durchschnittswerte, die nicht die Vielfalt an sprachlichen Realitäten in den Unternehmen widerspiegeln, für deren Analyse detailliertere Daten über die Art der ausgeübten beruflichen Tätigkeit erforderlich wären.

Wir haben zudem Sprachpraktiken in anderen Kontexten als der Arbeit untersucht, insbesondere zu Hause (mit dem Partner resp. der Partnerin oder den Kindern, die im Haushalt leben) und im Freundeskreis (oder mit Familienmitgliedern, die ausserhalb des Haushalts leben). Unsere Analyse zeigt, dass der Gebrauch einer Sprache in einem anderen Kontext als der Arbeit nicht per se zu Unterschieden im Arbeitseinkommen führt: Um den Marktwert von Sprachen zu ermitteln, bleibt der Gebrauch von Sprachen im beruflichen Umfeld die relevante Variable.

Bevor wir diesen Teil der Analyse abschliessen, sei noch angemerkt, dass eine multivariate Analyse nicht ausreicht, um

Gleichwohl erscheint die Existenz einer kausalen Beziehung zwischen mehrsprachigen Praktiken und höherem Arbeitseinkommen durch die Beobachtung, dass Sprachprofile in anderen Kontexten nicht signifikant mit dem Einkommen korrelieren, plausibel. Denn wenn es unbeobachtete individuelle Merkmale wären, die das Einkommen und das Profil der Sprachpraxis am Arbeitsplatz erklären, wäre zu erwarten, dass diese gleichzeitig signifikant mit dem Sprachprofil in anderen Kontexten korrelieren. Die multivariate Analyse zeigt uns jedoch, dass dies nicht der Fall ist: Ausserhalb des Arbeitskontextes korrelieren die Sprachprofile nicht mit dem Einkommen, d.h. es ist wahrscheinlicher, dass die Verwendung mehrerer Sprachen bei der Arbeit die Quelle der Lohnunterschiede ist. Abgesehen davon, dass diese Feststellung in sich kohärent ist, ist sie auch insofern beruhigend, als sie die Bedenken hinsichtlich möglicher Verzerrungen der Zahlenwerte mindert.

5. Marktwert aus gesellschaftlicher Sicht

Die vorliegende Studie stützt sich auf eine Datenbasis, die aus einer Zusammenführung der ESRK- und der AHV-Daten entstanden ist, um auch zu untersuchen, ob ein höheres Mass an Mehrsprachigkeit (oder Sprachenvielfalt) am Arbeitsplatz zu gesellschaftlich interpretierbaren Lohnvorteilen führt.

Um diese Frage zu behandeln, greifen wir auf zwei verschiedene Arten von Analysen zurück. Zunächst berechnen wir auf aggregierter Ebene (d.h. den unten definierten Gebietseinheiten) die Korrelation zwischen sprachlicher Vielfalt am Arbeitsplatz und Durchschnittseinkommen. Um diesen Zusammenhang besser zu verstehen, führen wir in einem zweiten Schritt eine Analyse auf mikroökonomischer Ebene durch, indem wir die Löhne zur (individuellen) Einsprachigkeit in der beruflichen Tätigkeit und zur Mehrsprachigkeit am Arbeitsplatz auf Ebene der Gebietseinheiten in Beziehung setzen.

Als Gebietseinheit wählen wir die Agglomerationen. Dabei handelt es sich um Regionen mit städtischem Charakter, die vom BFS zu vergleichenden und statistischen Zwecken definiert wurden. In der Schweiz gibt es 49 Agglomerationen, in denen sich rund 73% der Bevölkerung konzentrieren. Wir wählen die Agglomerationen deshalb, weil sie im Vergleich zu anderen territorialen Abgrenzungen wie Grossregionen (7) oder Sprachregionen (4) eine relativ hohe Anzahl von Elementen (49) aufweisen. Dies ermöglicht uns, mit einer höheren Anzahl von Datensätzen zu arbeiten und die Zuverlässig-

keit der Schätzungen zu erhöhen. Allerdings führt diese Entscheidung zu zwei wichtigen Einschränkungen, die bei der Interpretation der Ergebnisse berücksichtigt werden müssen. Erstens sind Agglomerationen per Definition städtische Räume. Daher können die Schlussfolgerungen nicht auf ländliche Gebiete extrapoliert werden. Zweitens sind die Ergebnisse selbst für städtische Gebiete mit Vorsicht zu interpretieren, da die ESRK-Daten zwar auf nationaler Ebene und für die einzelnen Grossregionen repräsentativ sind, jedoch nicht auf Ebene der Ballungsräume. In Ermangelung anderer äquivalenter aggregierter Datensätze (und insbesondere ausreichend zahlreicher, detaillierter und repräsentativer Daten) ist die Analyse auf Ebene der Agglomerationen allerdings zweifellos die bestmögliche Annäherung, um den gesellschaftlichen Marktwert der Mehrsprachigkeit zu untersuchen.

Um die Mehrsprachigkeit am Arbeitsplatz abzubilden, erstellen wir einen Index, der für jede Agglomeration den Prozentsatz an Personen misst, die bei der Arbeit nicht nur die Sprache der Wohngemeinde (SWG) verwenden.

Der erste Teil unserer Untersuchung besteht aus einer aggregierten Analyse, in der wir auf Agglomerationsebene die Mehrsprachigkeit am Arbeitsplatz zum Durchschnittseinkommen in Beziehung setzen und gleichzeitig den Einfluss anderer Lohneterminanten kontrollieren (ebenfalls als Durchschnittswerte für die Agglomeration). Dazu gehören insbesondere Geschlecht,

Ausbildung, Berufserfahrung, Beschäftigungsgrad (Teilzeit oder Vollzeit), Gesundheitszustand, Familienstand, minderjährige Kinder, Migrationsstatus und die Grösse der Agglomeration in Einwohnerzahl.

Die Ergebnisse zeigen, dass die sprachliche Vielfalt am Arbeitsplatz positiv und signifikant mit dem durchschnittlichen Lohnniveau zusammenhängt. Bei ansonsten gleichen Bedingungen entspricht ein Anstieg dieses Indexes um einen Prozentpunkt einem Anstieg des Durchschnittseinkommens um 0,5%. Mit anderen Worten: Die Bewohner von Agglomerationen mit einem höheren Grad an sprachlicher Vielfalt beziehen im Durchschnitt höhere Löhne. Dieser Zusammenhang bleibt auch nach Berücksichtigung des Niveaus der wirtschaftlichen Dynamik positiv und signifikant. In diesem Fall ist der geschätzte Koeffizient mit 0,4% jedoch etwas niedriger.

Es handelt sich allerdings nur um einen ersten Schritt, denn diese Analyse reicht nicht aus, um den Ursprung dieser Unterschiede zu beurteilen: Spiegelt das höhere durchschnittliche Einkommensniveau nur die gesamten privaten Vorteile der mehrsprachigen Individuen wider? Oder führt selbst bei Arbeitnehmenden, die nur eine Sprache verwenden, die Tatsache, in einer vielfältigeren Agglomeration zu wohnen zu Lohnvorteilen, z.B. aufgrund einer insgesamt höheren Produktivität?

Um diese Frage zu behandeln, führen wir zusätzlich eine Analyse auf mikroökonomischer Ebene durch. In diesem zweiten Teil der Analyse setzen wir das Einkommen mit den individuellen Sprachpraktiken am Arbeitsplatz in Beziehung. Um die gesellschaftlichen Marktvorteile der Mehrsprachigkeit besser zu erfassen, verwenden wir

eine „Interaktionsvariable“, deren Koeffizient den Effekt auf das Einkommen erfasst, der sich aus dem Zusammenwirken zweier Dinge ergibt: Einsprachigkeit in der lokalen Sprache am Arbeitsplatz und Zugehörigkeit zu einer Agglomeration, in der im beruflichen Umfeld ein gewisses Mass an sprachlicher Vielfalt zu beobachten ist. Natürlich berücksichtigen wir wiederum den Effekt anderer möglicher Einkommensdeterminanten, wie Geschlecht, Bildung, Beschäftigungsgrad (Teilzeit oder Vollzeit), Gesundheitszustand, Familienstand, minderjährige Kinder, Migrationsstatus, sozio-professionelle Kategorie, Alter, Grossregion und Wohnsitz-Agglomeration.

Unsere Ergebnisse zeigen, dass der Wert des Koeffizienten der Interaktionsvariable positiv und statistisch signifikant ist. Dies deutet darauf hin, dass eine grössere Sprachenvielfalt der Agglomeration mit einer positiven Auswirkung auf das Einkommen von SWG-Einsprachigen am Arbeitsplatz einhergeht: Bei ansonsten gleichen Bedingungen korreliert ein Anstieg dieses Index um einen Prozentpunkt mit einem Anstieg ihres Einkommens um 0,9%. Mit anderen Worten: In Gebieten, in denen die gesellschaftliche Mehrsprachigkeit stärker ausgeprägt ist, steigen selbst die Löhne von Arbeitnehmenden, die nur eine Sprache verwenden. Eine mögliche Interpretation dieser positiven Korrelation ist, dass sprachliche Vielfalt die Produktivität fördert und daher zu Marktgewinnen auf gesellschaftlicher Ebene führt, die sich in Form von Lohnunterschieden manifestieren.

6. Nicht-Marktwert aus individueller Sicht

Aus individueller Sicht haben Sprachen neben dem Marktwert auch einen immateriellen oder symbolischen Wert, d.h. einen Wert, der sich nicht direkt in einem auf einem Markt beobachtbaren Preis niederschlägt, der aber dennoch von Personen, die bestimmte Sprachen beherrschen, wahrgenommen wird. Beispielsweise ermöglicht die Kenntnis einer bestimmten Sprache einen direkteren Kontakt zu den Menschen, die diese Sprache als Hauptsprache sprechen, sowie einen leichteren Zugang zur Kultur, mit der diese Sprache in Verbindung gebracht wird.

Doch auch wenn das Konzept klar ist, ist seine quantitative Operationalisierung schwierig, und die erforderlichen Daten werden praktisch nie erhoben. Daher werden die symbolischen Werte von Sprachen bei quantitativen Schätzungen des Wertes von Sprachen systematisch vernachlässigt.

Eine der Herausforderungen unseres Projekts besteht genau darin, bei der Befragung der immateriellen Vorteile der Mehrsprachigkeit einen Schritt weiterzugehen. Die umfangreichen Daten der ESRK-Datenbank ermöglichen es uns, einen ersten Ansatz zur Schätzung dieser Werte zu skizzieren. Dafür konzipieren wir neuartige Indikatoren für den symbolischen Wert der Mehrsprachigkeit, die auf den ESRK-Daten zu den kreativen und kulturellen Aktivitäten der Bevölkerung basieren. Indem wir diese Indikatoren zu den sprachlichen Attributen der Individuen in Beziehung setzen, können wir eine erste quantitative Schätzung des

symbolischen Nutzens der Mehrsprachigkeit vorschlagen. Im Übrigen knüpft diese Analyse an andere neuere Arbeiten an, die einen positiven und signifikanten Zusammenhang zwischen Mehrsprachigkeit und verschiedenen psychometrischen Messungen von Kreativität aufzeigen.

In der Umfrage wurden die Befragten nach der Ausübung kreativer Aktivitäten wie z.B. Handwerken, Singen, Schreiben usw. gefragt. Eine intensivere Ausübung kreativer Aktivitäten kann als ein nicht-marktbezogener Vorteil von Mehrsprachigkeit betrachtet werden, da es sich um Aktivitäten handelt, die direkt Zufriedenheit erzeugen, wobei wiederum darauf zu achten ist, dass die Einflüsse anderer Variablen auf das Mass ihrer Ausübung so weit wie möglich „herausgefiltert“ werden.

Idealerweise würde man Daten zu Kompetenzen und nicht zu Praktiken in den verschiedenen Kontexten verwenden, da wir so die Beziehung zwischen symbolischen Vorteilen und verschiedenen Sprachkompetenzniveaus untersuchen könnten. Da sich die ESRK jedoch nicht auf Kompetenzen, sondern auf Praktiken bezieht, müssen wir die Analysestrategie anpassen und einen explorativen Ansatz vorschlagen, der sich auf eine andere Information der ESRK konzentriert, nämlich die Hauptsprachen anstelle des wesentlich vageren Begriffs der bekannten Sprachen. Der Grund dafür ist, dass die Definition des Begriffs „bekannte Sprache“ in der ESRK sehr allgemein gehalten ist und Personen mit sehr hetero-

genen Kompetenzniveaus umfasst. Im Gegensatz dazu ist die Definition von Hauptsprache viel genauer und umfasst Personen, die der Meinung sind, eine bestimmte Sprache zu beherrschen.

Ausgehend von den ESRK-Daten unterscheiden wir daher zwei sich gegenseitig ausschliessende Profile von Sprachpraktiken: Personen mit nur einer Hauptsprache und solche mit zwei oder mehr Hauptsprachen.

In der Umfrage werden die Personen gefragt, wie häufig sie in den vergangenen zwölf Monaten eine Reihe von kreativen Aktivitäten in ihrer Freizeit ausgeübt haben. Wir kodieren die Antworten als Ordinalvari-

ablen (von „0 = nie“ bis „3 = ein- oder mehrmals pro Woche“), die in unserem Modell die abhängigen Variablen darstellen. Um zu einer zuverlässigeren Schätzung des Zusammenhangs zwischen Mehrsprachigkeit und der Ausübung kreativer Tätigkeiten zu gelangen, kontrollieren wir auch den Einfluss anderer relevanter Merkmale, insbesondere Geschlecht, Ausbildung, Arbeitspensum (Teilzeit oder Vollzeit), Gesundheitszustand, Zivilstand, minderjährige Kinder, Migrationsstatus, Erwerbseinkommen (aus AHV-Daten) und Alter. Wir schätzen die unterschiedlichen Wahrscheinlichkeiten, dass eine kreative Tätig-

Aktivität	Geschätzter Koeffizient	
	Ergebnis	signifikant (zu mind. 90%)
Kunsthandwerk	⊕	Nein
Blog	⊕	Ja
Singen	⊖	Nein
Tanz	⊕	Nein
Zeichnen	⊕	Ja
Schreiben	⊕	Ja
Video/Film	⊕	Ja
Graffitis, Street Art	⊕	Nein
Instrument	⊕	Nein
Kreatives Arbeiten am Computer	⊖	Nein
Fotografie	⊕	Ja
Rap/Poetry Slam	⊕	Nein
Theater	⊕	Nein

keit häufiger ausgeübt wird, je nachdem, ob eine Person mehrsprachig ist (d.h. mehrere Hauptsprachen angibt) oder einsprachig (nur eine Hauptsprache). Die Tabelle auf S. 43 zeigt die wichtigsten Ergebnisse, d.h. das (positive oder negative) Ergebnis und die statistische Signifikanz der berechneten Koeffizienten.

Unsere Ergebnisse zeigen auf, dass es eine positive und statistisch signifikante Verknüpfung zwischen Mehrsprachigkeit und der Ausübung bestimmter kreativer Aktivitäten gibt, nämlich dem Führen eines Blogs, dem Zeichnen, dem Schreiben, dem Erstellen von Videos oder Filmen und dem Fotografieren.

Darüber hinaus zeigen weitere Analysen, dass der beobachtete positive Zusammenhang zwischen Mehrsprachigkeit und kreativen Aktivitäten nicht vollständig auf eine ausgeprägtere multikulturelle Erfahrung bei mehrsprachigen Personen zurückzuführen ist. Diese Überprüfung ist wichtig, da multikulturelle Erfahrung selbst positiv mit Kreativität verbunden wird und mehrsprachige Menschen häufig darüber verfügen. Die beiden Phänomene sind jedoch unterschiedlich, und uns interessiert in dieser Studie die Mehrsprachigkeit – ein Vorteil, der dank effektiver Ansätze im Sprachunterricht sehr breit zugänglich gemacht werden kann, wodurch auch der Zugang zu den symbolischen Vorteilen, die er mit sich bringt, ausgeweitet wird.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass unsere Analyse die Existenz eines positiven und statistisch signifikanten Zusammenhangs zwischen der Mehrsprachigkeit als solcher (unterschieden von multikulturellen Erfahrungen) und der Ausübung von kreativen Freizeitaktivitäten bestätigt.

Diese Praxis stellt einen von mehrsprachigen Individuen wahrgenommenen symbolischen Gewinn dar.

7. Nicht-Marktwert aus gesellschaftlicher Sicht

Die quantifizierte Schätzung des nicht-marktbezogenen Werts von Sprachen, sei er gesellschaftlich oder privat, bleibt eine erhebliche Herausforderung für die Sprachenökonomie. Abgesehen von der analytischen Komplexität des Themas liegt eines der grössten Hindernisse im Mangel an Daten, die für eine solche Analyse geeignet sind. Im vorherigen Abschnitt haben wir gezeigt, wie man die ESRK-Informationen nutzen kann, um eine Schätzung des symbolischen Werts der individuellen Mehrsprachigkeit vorzunehmen. Prüfen wir nun, wie man diese Daten für eine erste Schätzung des nicht-marktbezogenen Werts der gesellschaftlichen Mehrsprachigkeit heranziehen kann.

Dazu gehen wir von der Tatsache aus, dass in der ESRK-Erhebung die Individuen zu bestimmten Aspekten des gesellschaftlichen Lebens befragt werden. Wir verwenden diese Informationen, um Indikatoren für ihren Grad an Offenheit zu entwickeln, und prüfen dann, ob es einen Zusammenhang zwischen diesen Merkmalen und der Mehrsprachigkeit gibt. Verschiedene Arbeiten aus dem Bereich der interkulturellen Psychologie weisen nämlich auf einen positiven Zusammenhang zwischen (individueller) Mehrsprachigkeit und einem Persönlichkeitsmerkmal hin, das als latente Variable definiert ist, die allgemein als „Offenheit“ bezeichnet wird (häufig wird auch das englische Wort „openness“ verwendet) und die man als Ausdruck der Aufgeschlossenheit einer Person charakterisieren kann. Die Annahme ist, dass die Kenntnis mehrerer Spra-

chen eine offene Geisteshaltung begünstigen und das interkulturelle Verständnis fördern kann.

In einer multikulturellen Gesellschaft wie der Schweiz kann grössere Offenheit als gesellschaftlicher Vorteil der individuellen Mehrsprachigkeit betrachtet werden, da sie den interkulturellen Dialog, Toleranz und Respekt für Vielfalt fördert. Gleichzeitig begünstigt sie Kooperationsmöglichkeiten und damit materielle und symbolische Gewinne.

Um ein ungefähres Mass für den Grad an interkultureller Offenheit von Individuen zu erhalten, konstruieren wir einen Indikator aus den folgenden Items des ESRK-Fragebogens, die einen gewissen Grad an Offenheit widerspiegeln können:

- „Die Vielfalt an Nationalitäten und Kulturen stellt eine Bereicherung für die Kultur unseres Landes dar.“
- „Alle Kinder sollten allgemeine Kenntnisse über alle grossen Weltreligionen erhalten.“
- „Alle religiösen und spirituellen Gemeinschaften sollten das Recht haben, ihre eigenen Begräbnisriten durchzuführen.“

Bei den sprachlichen Attributen unterscheiden wir zwischen zwei sich gegenseitig ausschliessenden Profilen von Sprachpraktiken: nur eine Hauptsprache und zwei oder mehr Hauptsprachen zu haben. Ähnlich wie beim individuellen Wert wäre es auch beim gesellschaftlichen Wert wünschenswert,

Daten zu Kompetenzen statt Praktiken zu verwenden. In Ermangelung solcher Daten verfolgen wir einen explorativen Ansatz und konzentrieren uns auf den (präziseren) Begriff der Hauptsprachen anstelle des (vageren) Begriffs der bekannten Sprachen.

Wie üblich „filtern“ wir den Effekt anderer möglicher Faktoren für Offenheit heraus, indem wir Geschlecht, Bildung, Beschäftigungsgrad (Teilzeit oder Vollzeit), Gesundheitszustand, Zivilstand, minderjährige Kinder, Migrationsstatus, Arbeitsein-

kommen (aus AHV-Daten) und Alter berücksichtigen. Anhand der Daten kann geschätzt werden, mit welcher Wahrscheinlichkeit Fragen, die auf Offenheit hindeuten, positiver beantwortet werden, indem mehrsprachige Personen (mehrere Hauptsprachen) mit einsprachigen Personen (nur eine Hauptsprache) verglichen werden. Die folgende Tabelle zeigt das Vorzeichen (positiv oder negativ) und die statistische Signifikanz der geschätzten Koeffizienten.

Mass für Offenheit

	Geschätzter Koeffizient	
	Vorzeichen	Signifikanz (min. 95%)
Vielfalt	+	Ja
Religion	+	Ja
Riten	+	Ja

Die Ergebnisse bestätigen, dass es einen Zusammenhang zwischen Mehrsprachigkeit und Offenheit gibt. Für jedes unserer drei Masse für Offenheit ist der geschätzte Koeffizient positiv und statistisch signifikant. Das bedeutet, dass bei mehrsprachigeren Profilen die Wahrscheinlichkeit höher ist, dass die Personen eine grössere Aufgeschlossenheit aufweisen. Es wird allgemein angenommen, dass (i) der Grad an Offenheit, der eine Gesellschaft als Ganzes kennzeichnet, positiv mit dem Grad an Offenheit der Menschen in dieser Gesellschaft korreliert, und dass (ii) der Grad an Offenheit einer Gesellschaft bei ansonsten gleichbleibenden Bedingungen zur Lebensqualität

dieser Gesellschaft beiträgt. Unter diesen Bedingungen trägt Mehrsprachigkeit zur Lebensqualität für die Gesellschaft als Ganzes bei und hat somit auch in dieser Hinsicht einen Wert.

8. Konsequenzen für Sprachenpolitik und Forschung

Aus jeder der vier Perspektiven, die zur Einschätzung des Werts der Sprachenvielfalt in der Schweiz herangezogen wurden (Marktwert für Individuum sowie Gesellschaft, Nicht-Marktwert für Individuum sowie Gesellschaft), erweist sich die Mehrsprachigkeit sowohl für den Einzelnen als auch die Gesellschaft als vorteilhaft. Neben den sozialen, politischen, kulturellen und historischen Gründen, die die Schweiz hat, um ihrer sprachlichen Vielfalt Sorge zu tragen, zeigt der in unserem Projekt entwickelte Ansatz, dass es dafür auch ausgezeichnete wirtschaftliche Gründe gibt.

Die Projektergebnisse und geschätzten Zahlen werden in einer umfangreichen Publikation (erhältlich ab Mitte 2024) ausführlich dargestellt, da nur wenige in dieser Zusammenfassung angegeben sind. Viele dieser Ergebnisse beruhen auf multivariaten Analysen; die geschätzten Koeffizienten können als bedingte Korrelationen gelesen werden. Die multivariate Analyse ermöglicht es, den Einfluss anderer Variablen als der Mehrsprachigkeit auf die Schaffung der verschiedenen Arten von Werten „herauszufiltern“. Unsere Schätzungen sollen eine Vertiefung des Wertaspekts erlauben.

Wir möchten unterstreichen, dass die Ergebnisse kein *Beweis* für eine Kausalitätsbeziehung sind. Was man jedoch sagen kann, ist, dass die Ergebnisse konvergieren und in sämtlichen Fällen eine mit den Zahlen übereinstimmende theoretische Erklärung gegeben werden kann. Darum erscheint die

Interpretation, dass die Mehrsprachigkeit der Individuen sowie der Gesellschaft tatsächlich Vorteile für die Schweiz und ihre Einwohnerinnen und Einwohner darstellt, in hohem Masse plausibel.

Die Ermittlung und Messung von Vorteilen ist nur eine Seite von sprachpolitischen Überlegungen. Die andere Seite sind die Kosten, die hier nicht angesprochen werden, aber dennoch nicht aus den Augen verloren werden dürfen.

Der Grad der Mehr- und Vielsprachigkeit, der die Schweiz kennzeichnet, ist eine Gegebenheit. Angesichts dessen besteht die politische und gesellschaftliche Herausforderung darin, eine Sprachenpolitik zu definieren und umzusetzen, die den Nutzen dieser Sprachenvielfalt maximiert und die damit einhergehenden Kosten minimiert. Mit anderen Worten: Die Analyse der Sprachenpolitik ist auch ein Instrument, das Gesellschaften dabei hilft, in fundierterer Kenntnis der Sachlage über die Optionen zu entscheiden, die sie in Bezug auf Sprache und Mehrsprachigkeit haben.

Diese Feststellung verweist auf eine weitere Dimension der Analyse öffentlicher Politiken, einschliesslich der Sprachenpolitik, nämlich den Aspekt der Distribution. Wird eine Politik zugunsten der Mehr- und Vielsprachigkeit verfolgt, stellt sich angesichts ihrer Vorteile, wie beispielsweise der in unserem Projekt berechneten, auch die Frage, wie sich diese Vorteile auf verschiedene Personen und Personengruppen verteilen, die sich nach sozioökonomischer Ka-

tegorie, Wohnregion, Alter, Geschlecht, Sprachprofil usw. unterscheiden.

Genauso wenig wie die verfügbaren Daten ausreichen, um Aussagen über die Kosten zu machen, erlauben sie eine detaillierte Untersuchung des Distributionsaspekts. Allerdings deutet alles darauf hin, dass die Förderung der individuellen und der gesellschaftlichen Mehrsprachigkeit zum Vorteil aller Beteiligten ist. Erstens zeigen sich die positiven Effekte der Sprachenvielfalt in ökonomischen Analysen selbst dann, wenn man eine breite Palette von Kontrollvariablen einbezieht – einschliesslich derer, nach denen Gruppen voneinander abgegrenzt werden können. Zweitens haben wir gezeigt, dass Mehrsprachigkeit auch dann mit positiven Effekten verbunden ist, wenn die multikulturelle Erfahrung der Betroffenen berücksichtigt wird. Mit anderen Worten und unabhängig von individuellen Biografien (die zu mehr oder weniger umfangreichen multikulturellen Erfahrungen führen können), ermöglicht ein erleichterter Zugang zur Mehrsprachigkeit durch die öffentlichen Politiken (insbesondere mittels Sprachunterricht für Erwachsene und Jugendliche) allen Menschen den Zugang zu einer ganzen Reihe von marktbezogenen und nicht-marktbezogenen Werten.

Unsere Ergebnisse bestärken uns darin, das Engagement der Schweiz für eine öffentliche Politik zu unterstützen, welche die Mehrsprachigkeit der Menschen und der Gesellschaft begünstigt. Gleichzeitig dürfen wir allerdings nicht aus den Augen verlieren, dass die Ergebnisse auf statistischen Daten beruhen, aus denen wir versucht haben, das Maximum herauszuholen, die jedoch durch die Erhebung von Informationen ergänzt werden sollten, die direkt auf die vorlie-

genden Fragen zugeschnitten sind. Zwei Prioritäten möchten wir hervorheben:

Erstens wäre es wünschenswert, Informationen nicht nur zu den Praktiken, sondern auch zu den Sprachkenntnissen zu erhalten. Derzeit (Sommer 2023) ist eine Erweiterung der nächsten ESRK durch eine Reihe von Fragen zu den Kenntnissen in mehreren Fremdsprachen geplant, wobei Deskriptoren zur Objektivierung der Aussagen der Befragten verwendet werden sollen. Diese Entwicklung ist zu begrüßen und für die Forschung von höchstem Interesse.

Zweitens haben wir gesehen, dass für die Schätzung symbolischer Werte in Ermangelung geeigneter Daten auf indirekte und oftmals recht komplexe Schätzmethoden zurückgegriffen werden muss. Daher empfehlen wir, eine Piloterhebung und anschliessend regelmässige Erhebungen der nicht-marktbezogenen Werte vorzusehen, die die Einwohner verschiedenen Ausprägungen der individuellen und der gesellschaftlichen Mehrsprachigkeit beimessen. Die Erhebung solcher Daten und ihre anschliessende Auswertung (insbesondere mit Techniken, die aus anderen Fachgebieten wie der Umweltökonomie stammen) würde nicht nur eine wichtige Grundlage für Informationen über den Wert von Mehr- und Vielsprachigkeit sein, sondern auch im internationalen Vergleich wichtige Fortschritte in der Forschung zum Wert von Vielfalt ermöglichen.

Vantaggi del plurilinguismo in Svizzera per gli individui e la società

Una sintesi

—

François Grin & Ilaria Masiero

1. Introduzione

La diversità delle lingue e delle culture è di un'importanza molto particolare per la Svizzera ed i suoi abitanti. Essa è ancorata ad una lunga storia politica, sociale e culturale e viene spesso presentata come una "risorsa" o una "ricchezza" o persino invocata come essenziale per l'esistenza stessa del Paese. Pur essendo oggetto di una produzione discorsiva costante, questa diversità resta poco conosciuta a diversi livelli, in particolare quello della natura e della reale portata dei vantaggi che dovrebbe conferire alla Svizzera e ai suoi abitanti (spesso sotto l'etichetta di *Standortvorteil*).

Per approfondire queste questioni è stato lanciato il progetto APSIS (Vantaggi del plurilinguismo in Svizzera: individui e società). Con questa ricerca abbiamo cercato di approfondire la conoscenza teorica ed empirica del plurilinguismo, cominciando con lo stabilire, dati alla mano, se costituisca davvero una risorsa e porti effettivamente dei vantaggi. Si tratta quindi verificare se sia possibile, a partire dai dati disponibili in Svizzera, identificare e quantificare alcuni di questi vantaggi attraverso un lavoro statistico. Allo stesso tempo, occorre garantire che questi dati possano essere interpretati in termini di valore, con riferimento al senso economico di questo concetto, che comprende non solo valori di mercato, finanziari o materiali, ma anche valori non di mercato o simbolici.

Senza mai dimenticare il significato sociale, politico e culturale del plurilinguismo svizzero nonché la profondità delle sue radici storiche, lo scopo di questa ricerca è di verificare l'esistenza di vantaggi ad esso le-

gati e di fornirne delle stime, sia al livello degli individui che a quello della società. Questo studio si propone quindi di rispondere alle seguenti domande: al di là della celebrazione della diversità linguistica della Svizzera, qual è il valore effettivo di questa diversità? Quali sono le sue componenti e qual è il loro ordine di grandezza?

Appena la si esamina in modo sistematico, si coglie la straordinaria ampiezza della questione, che merita un vero e proprio programma di ricerca che dovrebbe tra l'altro essere profondamente interdisciplinare. Nei limiti più circoscritti di un semplice progetto di ricerca come APSIS, abbiamo enfatizzato la costruzione di un approccio quantitativo ragionato, inserito nella teoria esistente, e soprattutto realizzabile a partire dai dati rilevati ogni cinque anni dall'Ufficio federale di statistica (UST) grazie ad una serie di metodi statistici generali o avanzati. Il progetto APSIS mira quindi a:

1. sviluppare un quadro analitico sistematico degli effetti del plurilinguismo a livello individuale e del multilinguismo a livello sociale, in particolare di quelli che possono essere considerati *a priori* come vantaggi;
2. stabilire un approccio metodologico per la stima quantitativa di questi vantaggi sulla base dei dati disponibili per la Svizzera;
3. esaminare, tra i dati attualmente disponibili presso l'Ufficio federale di statistica (UST), quelli che si prestano a tali valutazioni, ed evidenziare le principali

esigenze da soddisfare in termini di raccolta dei dati;

4. effettuare stime quantitative basate sui dati disponibili per fornire una valutazione dei valori detti "di mercato", nonché un primo approccio alla stima dei valori detti "non di mercato" associati a pratiche più o meno plurilingui;
5. trarre dal lavoro svolto una valutazione generale che colleghi i vantaggi del plurilinguismo per gli individui ai vantaggi del multilinguismo a livello sociale, e allacciare questa valutazione alle priorità delle politiche pubbliche in materia di lingue e culture e alle questioni distributive, nonché gettare le basi per delle analisi successive.

L'ambizione di comprendere meglio gli effetti del plurilinguismo e di verificare se possa apportare dei vantaggi misurabili risponde alle preoccupazioni espresse su diversi temi di primaria importanza per la Svizzera. La conoscenza dei vantaggi del plurilinguismo e la loro interpretazione come forme di valore fornisce una base su cui argomentare in modo più mirato a favore di misure che riguardano in particolare:

1. la comprensione tra comunità linguistiche;
2. la promozione degli scambi tra regioni linguistiche;
3. il sostegno alle lingue minoritarie;
4. il plurilinguismo reale nella vita politica e nel funzionamento dell'amministrazione federale;
5. la preparazione delle generazioni più giovani ad affrontare le richieste del

mercato del lavoro in un contesto di globalizzazione;

6. la gestione delle dimensioni linguistiche della mobilità internazionale per gli studi o il lavoro;
7. l'integrazione e la valorizzazione della diversità linguistica derivante dai movimenti migratori.

Le questioni affrontate dal progetto APSIS sono direttamente rilevanti per i programmi legislativi del Consiglio federale (in particolare l'obiettivo n. 7 del programma 2019-2023 e l'obiettivo n. 10 del programma 2023-2027).

Infine, il progetto APSIS pone diverse pietre miliari per lo sviluppo di un approccio integrato allo studio degli effetti della diversità linguistica, e più specificamente dei vantaggi che tale diversità può comportare. In questo ambito la Svizzera può quindi svolgere un lavoro pionieristico nel confronto internazionale in quanto finora nessun altro Paese al mondo ha effettuato, a nostra conoscenza, una valutazione strutturata e sistematica di questo tipo.

Questa breve relazione che avete davanti si limita a riferire alcuni punti essenziali del progetto APSIS. Le persone interessate sono invitate a consultare il rapporto completo, comprese le trenta tabelle di risultati numerici.¹

¹ Il rapporto completo sarà disponibile a partire dal 2024.

2. Rassegna teorica: plurilinguismo e valore economico

I legami tra linguaggio ed economia sollevano domande che possono essere affrontate da prospettive molto diverse. Queste domande concernono naturalmente le scienze del linguaggio e dell'economia, ma includono anche dimensioni che riguardano la sociologia, le scienze politiche, il diritto, la psicologia, la demografia o la geografia.

Nelle scienze del linguaggio e più in particolare in diversi orientamenti della sociolinguistica, un importante filone di ricerca colloca le pratiche e le rappresentazioni linguistiche nel contesto del lavoro retribuito, stabilendo così un nesso tra lingua ed economia. Questi studi, che inizialmente cercavano di spiegare fenomeni come l'impatto dell'industrializzazione sul declino delle lingue minoritarie a favore di quelle dominanti, hanno prestato via via maggiore attenzione a dei processi catturati a un livello finissimo di granularità, spesso centrati sull'interazione in ambito professionale tra persone con attributi linguistici diversi. Tuttavia, questi lavori non propongono un nesso analitico tra le pratiche linguistiche da un lato e i processi economici dall'altro. Infatti, le variabili economiche classiche (a livello microeconomico: produzione, costi, salari, vendite, profitti; a livello macroeconomico: consumi delle famiglie, investimenti delle imprese, PIL) sono praticamente assenti da questa letteratura. Ciò vale anche per un'importante tradizione di ricerca radicata nella sociolinguistica critica, che utilmente evidenzia le relazioni di potere che possono essere rilevate nelle pratiche lin-

guistiche, in particolare nel contesto aziendale. Tuttavia, benché alcuni elementi di questa interpretazione rimandino a questioni economiche, le variabili ed i processi economici difficilmente entrano in gioco. Lo stesso dicasi per l'orientamento denominato "political economy of language [economia politica del linguaggio]". Nel complesso, i lavori in scienze del linguaggio, pur facendo luce su molti aspetti delle pratiche multilingui nell'ambito dell'attività economica, generalmente non mirano a spiegare o valutare come e in che misura queste pratiche influenzino l'attività economica né, di conseguenza, se creino valore.

La questione del valore, compreso il valore che può essere associato a pratiche più o meno multilingui, è stata esplorata maggiormente in una branca dell'analisi economica chiamata "economia delle lingue" (o "economia linguistica"), che studia il rapporto tra lingua ed economia utilizzando gli strumenti e i modelli della scienza economica. Si tratta di una disciplina relativamente recente poiché i primi lavori in questo campo risalgono solo agli anni 1960.

Agli albori, l'economia delle lingue era una questione quasi esclusivamente nordamericana e sottolineava il ruolo della lingua principale come criterio di appartenenza a un gruppo. Si valutava poi se l'appartenenza ad una comunità linguistica fosse associata a dei differenziali di reddito da lavoro, sollevando la questione delle possibili cause di queste differenze, come ad esempio la discriminazione linguistica.

In una seconda fase, in particolare a partire dagli anni 1970, l'economia linguistica si è concentrata sulla funzione comunicativa del linguaggio. Gli economisti hanno attribuito crescente importanza all'acquisizione di competenze linguistiche come forma di investimento. Queste competenze linguistiche sono considerate una componente del capitale umano delle persone, paragonabile ad altre competenze sviluppate dagli individui, in particolare attraverso la formazione. Gli studi hanno esplorato gli effetti economici delle competenze in lingue seconde o straniere, in particolare tra i migranti che imparano la lingua principale del paese ospitante.

In una terza fase (a partire dai primi anni 1980), queste due prospettive sono state combinate, consentendo di considerare gli attributi linguistici nel loro insieme sia come elemento identitario (legato alla lingua principale) sia come forma d'investimento (in competenze linguistiche in lingue seconde o straniere).

È in particolare a partire dagli anni 1990 che le ricerche in economia delle lingue si sono estese e ramificate in varie direzioni fino ad abbracciare un ventaglio sempre più ampio di fenomeni in cui variabili economiche e variabili linguistiche s'influenzano a vicenda.

La letteratura attuale in economia linguistica può essere organizzata secondo diversi criteri, che possono anche essere combinati. Il più fondamentale riguarda senza dubbio la direzione della causalità che si vuole mettere in luce: ci si può quindi interessare principalmente all'influenza di variabili o processi linguistici su variabili o processi economici, oppure viceversa, all'influenza del campo economico su quello lin-

guistico. Ma si può anche organizzare diversamente la letteratura e distinguere, ad esempio, le opere di economia delle lingue in cui l'accento è posto sul corpus di una determinata lingua (una minoranza) da quelle in cui l'accento è posto su questioni relative allo status delle lingue in relazione tra loro (la stragrande maggioranza).

Il presente studio è centrato sul ruolo delle pratiche più o meno plurilingui degli attori nella creazione di valore. Il valore così creato può essere essenzialmente di mercato o non di mercato, come spiegato nella sezione seguente.

Il progetto APSIS analizza in termini quantitativi i valori di mercato e non di mercato associati al plurilinguismo nelle pratiche (soprattutto professionali) degli individui. In particolare, esso fornisce delle stime quantitative dei differenziali di reddito associati ai loro attributi linguistici. Tuttavia, la relazione tra attributi linguistici e condizioni economiche è complessa e può essere influenzata da molte variabili non osservate, il che richiede grande cautela nell'analisi statistica e nell'interpretazione dei risultati.

3. Il concetto di valore ed il suo uso

La nozione di valore è di fondamentale importanza in economia. Il concetto economico di valore va ben oltre il solo caso dei valori di mercato, cioè quelli che sono osservabili (a volte *in modo indiretto*) su mercati come quello del lavoro. La nozione di valore è stata oggetto di un secolare dibattito intellettuale, di cui ricordiamo qui una dimensione fondamentale, perché aiuta a comprendere meglio il significato e la portata di un approccio economico alle questioni del linguaggio.

Storicamente il valore utilità si contrappone al valore lavoro. La teoria del valore utilità ritiene che un bene o un servizio abbia valore solo se è considerato utile dai suoi consumatori, cioè se dà loro soddisfazione (o, in termini economici, “un’utilità”). Il valore utilità si riflette nella disponibilità dei consumatori a pagare una certa somma per ottenere il bene o il servizio. Si tratta di una stima “per definizione”: se infatti una persona è disposta a pagare una certa cifra *M* per ottenere il bene o il servizio, è perché quest’ultimo vale, agli occhi di quella persona, almeno quella cifra *M*, che riflette quindi per definizione l’utilità soggettiva attribuita dall’acquirente al bene o servizio in questione.

Alla teoria del valore utilità si contrappone quella del valore lavoro, nella quale ciò che costituisce il valore è la quantità di lavoro umano necessario (in media) per produrre un bene o un servizio; essa rappresenta quindi una caratteristica oggettiva ed intrinseca di un bene o servizio. Come quasi tutta la ricerca economica contemporanea, anche il nostro studio sui benefici del pluri-

linguismo si basa sulla nozione di valore utilità.

Il valore utilità può essere di mercato o non di mercato. Il valore di mercato si riflette in un prezzo osservabile in un mercato. Un classico esempio in economia delle lingue è quello della padronanza di una lingua straniera che permette ad una persona di guadagnare uno stipendio più elevato sul mercato del lavoro. Il valore non di mercato invece non si riflette (o si riflette solo in modo molto indiretto) nei prezzi di mercato, essendo piuttosto legato ad altri vettori di soddisfazione come i contatti sociali con i parlanti della lingua, l’accesso alla cultura associata alla lingua, ecc.

Questi effetti generalmente non si riflettono in dei prezzi, poiché non esiste un mercato vero e proprio per questi beni, ma non per questo sono meno dotati di valore dal punto di vista economico. In generale, gli elementi di valore non di mercato sono difficili da identificare teoricamente e da misurare in termini empirici. Ecco perché, nonostante la questione sia nota, viene raramente trattata nella letteratura.

Una seconda importante distinzione può essere fatta tra valore privato e valore sociale. Il valore privato si riferisce ai benefici percepiti da individui o entità economiche che attuano in quanto unità decisionali, come le famiglie o le imprese. Il valore sociale, invece, riguarda la società nel suo complesso. In un’interpretazione semplificata, il valore sociale può essere considerato come la somma dei valori privati percepiti dai diversi attori che compongono la società. Tuttavia, questa aggregazione non

tiene conto delle cosiddette *esternalità di rete*, che possono far sì che il valore sociale differisca dalla somma dei valori privati. Ad esempio, l’apprendimento di una determinata lingua da parte di una persona (o di un gruppo) può aumentare il valore delle competenze linguistiche di altre persone che già conoscono quella lingua, perché aumenta la diffusione della lingua in questione. D’altro

canto, ciò può anche portare a una diminuzione del premio salariale associato a queste competenze, perché contribuisce a “banalizzarle”. In generale, quindi lo studio del rapporto tra valore privato e valore sociale rimane una sfida per la ricerca in economia linguistica.

La tabella seguente fornisce un’illustrazione dei diversi tipi di valore.

Valore di sapere la lingua X	Privato	Sociale
Di mercato	Salario più elevato per l’individuo	Salario medio più elevato a livello sociale
Non di mercato	Accesso diretto di una persona alla cultura della lingua X	Migliore coesione sociale

Infine, oltre alle distinzioni già stabilite tra valore privato e valore sociale da un lato, e valore di mercato e valore non di mercato dall’altro, è utile, per definire adeguatamente il significato del concetto di valore, introdurre un’ulteriore distinzione, che riguarda la scelta del punto di riferimento rispetto al quale stimare il valore di qualcosa. Faremo qui una distinzione tra due prospettive: quella del *multilinguismo contingente* e quella del *multilinguismo assoluto*. La prima prospettiva consiste nel valutare le conseguenze di un cambiamento delle pratiche plurilingui o delle competenze linguistiche all’interno di un dato contesto, o di una data *contingenza*, quale è il multilinguismo esistente in Svizzera e nel mondo. Al contrario, nella prospettiva assoluta, si mette in di-

scussione il contesto stesso, e ci si chiede se sia preferibile vivere in un mondo segnato dalla diversità linguistica o se, invece, vivremmo meglio in un mondo monolingue. Ad esempio, nella Svizzera francese, l’uso del tedesco è associato ad un sostanziale premio salariale, risultato della sua utilità nell’ambito professionale, data *la contingenza* costituita dal fatto che il tedesco è la lingua principale della Svizzera. Viceversa, in una prospettiva assoluta, il punto di riferimento è una (ipotetica) standardizzazione linguistica del mondo. Ma se il mondo diventasse monolingue e funzionasse solo in un’unica lingua, ad esempio una lingua già fortemente dominante, il valore dell’uso di altre lingue, come il tedesco, anche in ambito professionale, sarebbe notevolmente ri-

dotto. In altre parole, il valore di qualcosa dipende anche dall'ottica in cui ci collochiamo per effettuare la stima.

Questo studio si concentra sulla prospettiva contingente ed esamina i vantaggi, di mercato e non di mercato, del plurilinguismo a livello individuale e del multilinguismo a livello sociale, prendendo come riferimento la diversità linguistica della Svizzera.

Esaminiamo qui quattro tipi di valore nel quadro del multilinguismo contingente: di mercato / privato; di mercato / sociale; non di mercato / privato; non di mercato / sociale. Il valore del plurilinguismo e del multilinguismo si misura valutando ciò che le persone residenti in Svizzera perderebbero se decidessero di rimanere monolingui e se rinunciassero a investire nell'acquisizione di lingue aggiuntive – o a utilizzare le proprie competenze quando il contesto linguistico rimane multilingue. La nostra analisi mostra che questa strategia non è mai vincente, perché i vantaggi del plurilinguismo sono considerevoli a tutti i livelli.

4. Il valore di mercato per gli individui

Dal punto di vista contingente e tra i quattro tipi di valore che abbiamo identificato, il valore di mercato privato del plurilinguismo è il più conosciuto e il meno difficile da definire concettualmente e da misurare empiricamente.

La nostra stima quantitativa dei vantaggi del plurilinguismo si basa sui dati dell'*Indagine sulla lingua, la religione e la cultura* (ILRC) dell'UST, a cui abbiamo abbinato le informazioni sui redditi da lavoro del registro dei conti individuali dei contributi alle assicurazioni sociali dell'Ufficio centrale di compensazione (dati AVS). L'ILRC raccoglie vasti dati sulle pratiche linguistiche e su un'ampia gamma di caratteristiche della popolazione di riferimento dell'indagine, cioè le persone residenti in modo permanente in Svizzera maggiori di 15 anni o più che vivono in un'economia domestica.

L'ILRC non raccoglie dati sulle *competenze* delle persone nelle diverse lingue, ma sulle loro *pratiche* linguistiche in diversi contesti d'uso. Ciò ci allontana da gran parte della ricerca quantitativa in economia delle lingue che, per quanto possibile, utilizza dati sulle competenze. Tuttavia, i dati permettono di stabilire che le pratiche plurilingui apportano valore.

Nel nostro caso, quindi il valore di mercato privato assume la forma di differenziali di reddito da lavoro che maturano per gli occupati che dichiarano di adottare determi-

nate *pratiche* plurilingui nel contesto professionale. Per arrivare ad una stima più precisa di questa associazione si ricorre all'analisi multivariata. Ciò consente di "filtrare" l'effetto di altri fattori che hanno un'influenza diretta sul livello della remunerazione. In particolare, i fattori aggiuntivi che prendiamo in considerazione sono il sesso, il livello d'istruzione, l'esperienza professionale, il grado di occupazione (tempo parziale o tempo pieno), lo stato di salute, lo stato civile, la presenza di figli o figlie minorenni, lo statuto migratorio, la categoria socio-professionale, l'età e la "grande regione" di residenza.

Definiamo quattro profili o categorie di pratiche linguistiche sul lavoro (più una categoria residua).² Tali profili si basano sull'utilizzo (o meno) nell'ambito professionale della lingua del comune di residenza (LCR), di almeno un'altra lingua nazionale (ALCH) e dell'inglese (ING) oltre, eventualmente, ad altre lingue.

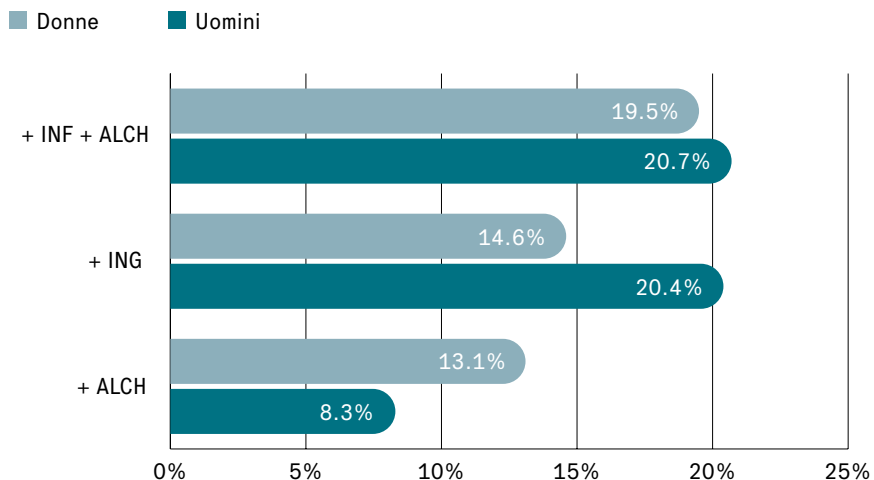
La tabella seguente riassume la definizione di questi profili.

2 Nella categoria residua rientrano le persone che al lavoro non utilizzano la lingua del comune di residenza. D'altro canto, può darsi che esse utilizzino un'altra lingua nazionale e/o l'inglese.

Profili	Lingue utilizzate		
	LCR	ING	ALCH
LCR	☑	☒	☒
LCR + ALCH	☑	☒	☑
LCR + ING	☑	☑	☒
LCR + ING + ALCH	☑	☑	☑
Categoria residua	☒	☒☑	☒☑

Il diagramma seguente riporta i differenziali retributivi rispetto al profilo “LCR” dei vari profili di pratiche linguistiche sul lavoro, controllando l’effetto delle altre determinanti del

reddito. Tutti i coefficienti presentati sono statisticamente significativi almeno alla soglia del 95%.



I risultati della nostra analisi indicano in generale una tendenza verso una remunerazione più elevata per profili più plurilingui, soprattutto se la combinazione di lingue comprende l’inglese. Rispetto all’uso professionale della sola LCR (senza l’inglese o

altre lingue nazionali), si può affermare che:

- Un uomo che, oltre alla LCR, usa anche una o più altre lingue nazionali guadagna in media l’8,3% in più di un uomo con caratteristiche altrimenti equiva-

lenti. Per le donne questo differenziale è del 13,1%.

- L’aggiunta dell’inglese (solamente) tra le lingue utilizzate sul lavoro è più apprezzata dell’aggiunta di una lingua nazionale sia per gli uomini (20,4%) che per le donne (14,6%).
- Per entrambi i sessi, la categoria di pratiche linguistiche più redditizia è anche quella più plurilingue, cioè quella che comprende la LCR, l’inglese e (almeno) un’altra lingua nazionale. Il differenziale associato a questo profilo è del 20,7% per gli uomini e del 19,5% per le donne.

È bene precisare che si tratta di valori medi, che non riflettono la diversità delle realtà linguistiche presenti nelle aziende, la cui analisi richiederebbe dati più dettagliati sulla natura dell’attività professionale svolta.

Se si osservano le pratiche linguistiche in contesti diversi da quello lavorativo, per esempio a casa (con il partner o i figli che vivono in famiglia) e con gli amici (o i parenti al di fuori della famiglia), la nostra analisi mostra che l’uso di una lingua non si traduce, di per sé, in differenziali nel reddito da lavoro: per determinare il valore di mercato delle lingue, la variabile rilevante rimane il loro uso in ambito professionale.

Prima di chiudere questa parte dell’analisi, è opportuno notare che l’analisi multivariata di per sé non basta a rivelare delle relazioni causali. Infatti, caratteristiche non osservate, o addirittura non osservabili, possono influenzare allo stesso tempo sia il reddito che il profilo di pratica linguistica. Questo può dar luogo a una distorsione nei coefficienti stimati e rende dunque ri-

schiosa l’interpretazione delle associazioni in termini di causalità. La facilità di apprendimento delle lingue è un esempio di possibile variabile omessa: tale facilità può agevolare non solo l’apprendimento della lingua, ma anche il successo negli studi e nella vita professionale, da cui deriverebbe un reddito più elevato. Pertanto, non è possibile affermare sulla sola base di un’analisi multivariata che esista una relazione causale tra le pratiche plurilingui e il reddito da lavoro.

Tuttavia, è interessante notare che l’esistenza di una relazione causale tra pratiche plurilingui e reddito da lavoro più elevato è resa fortemente plausibile dall’osservazione che i profili linguistici in contesti non professionali non sono significativamente correlati al reddito. Infatti, se sono delle caratteristiche individuali inosservate a spiegare il reddito ed il profilo di pratiche linguistiche al lavoro, è ragionevole aspettarsi che queste ultime siano significativamente correlate con il profilo linguistico anche in altri contesti. Ma l’analisi multivariata ci mostra che non è così: al di fuori del contesto lavorativo, i profili linguistici non sono correlati al reddito; in altre parole, è più probabile che sia proprio l’uso di più lingue al lavoro ad essere all’origine dei differenziali salariali. Al di là della sua coerenza, questa constatazione è rassicurante in quanto attenua eventuali preoccupazioni circa il rischio di distorsione delle nostre stime.

5. Il valore di mercato per la società

Questo studio utilizza una banca dati risultante dall'abbinamento tra i dati ILRC e i dati AVS per esaminare se un livello più elevato di multilinguismo (o diversità linguistica) sul lavoro dà luogo anche a benefici salariali interpretabili sul piano sociale.

Per rispondere a questa domanda, utilizziamo due diversi tipi di analisi. Iniziamo calcolando la correlazione a livello aggregato (cioè a livello delle unità territoriali di seguito definite) tra diversità linguistica sul lavoro e reddito medio. In secondo luogo, per comprendere meglio questa relazione, effettuiamo un'analisi a livello microeconomico mettendo i salari in relazione con il monolinguisma (individuale) nell'attività professionale e con il multilinguismo sul lavoro a livello di unità territoriale.

Come unità territoriale consideriamo gli agglomerati, cioè le regioni urbane definite dall'UST a fini comparativi e statistici. La Svizzera conta 49 agglomerati in cui si concentra circa il 73% della popolazione. Abbiamo scelto questa unità territoriale in quanto essa presenta un numero di elementi più elevato (49) rispetto ad altre delimitazioni territoriali come le grandi regioni (7) o le regioni linguistiche (4). Ciò consente di lavorare con un numero maggiore di osservazioni e allo stesso tempo aumenta l'affidabilità delle stime. Tuttavia, questa scelta porta a due importanti considerazioni di cui bisogna tenere conto nell'interpretazione dei risultati. Innanzitutto, gli agglomerati sono per definizione spazi urbani. Pertanto, le conclusioni non possono essere estrapolate alle zone rurali. Inoltre, anche per le aree urbane, i risultati devono essere inter-

pretati con cautela perché i dati ILRC, che sono rappresentativi a livello nazionale e delle grandi regioni, non lo sono a livello degli agglomerati. Tuttavia, in assenza di altri dati aggregati equivalenti (e in particolare di dati sufficientemente numerosi, dettagliati e rappresentativi), l'analisi a livello degli agglomerati rappresenta senza dubbio la migliore approssimazione possibile per esaminare il valore di mercato sociale del multilinguismo.

Per rappresentare il multilinguismo al lavoro, costruiamo un indice che misura la percentuale di individui che, in ciascun agglomerato, non utilizzano solo la lingua del comune di residenza (LCR) al lavoro.

La prima parte del nostro esame comprende un'analisi aggregata, in cui mettiamo in relazione, a livello degli agglomerati, il multilinguismo sul lavoro e il reddito medio, controllando l'effetto di altre determinanti salariali (anch'esse calcolate in termini di valori medi per agglomerato), in particolare il sesso, il livello d'istruzione, l'esperienza professionale, il grado di occupazione (tempo parziale o tempo pieno), lo stato di salute, lo stato civile, la presenza di figli o figlie minorenni, lo statuto migratorio e la dimensione dell'agglomerato espressa in numero di abitanti.

I risultati mostrano che la diversità linguistica sul lavoro è positivamente e significativamente correlata al livello salariale medio. A parità di altre condizioni, un aumento di questo indice di un punto percentuale corrisponde ad un aumento del reddito medio dello 0,5%. In altre parole, gli abitanti degli agglomerati con una maggiore diver-

sità linguistica ricevono in media salari più alti. Questa associazione rimane positiva e significativa anche tenendo conto del livello di vitalità economica. Tuttavia, in questo caso, il coefficiente stimato è leggermente inferiore, pari allo 0,4%.

Ad ogni modo, questa analisi è solo un primo passo e non basta a stabilire chiaramente l'origine di questi differenziali: il maggiore livello medio di reddito rispecchia solo il totale dei vantaggi privati degli individui plurilingui ovvero, anche per i lavoratori e lavoratrici monolingui, vivere in un agglomerato con maggiore diversità linguistica dà luogo a vantaggi salariali, ad esempio grazie ad una maggiore produttività aggregata?

Per affrontare questo problema, passiamo ad un'altra analisi, questa volta a livello microeconomico. In questa seconda parte dell'analisi, colleghiamo il reddito con le pratiche linguistiche sul lavoro delle persone prese a livello individuale. Per meglio identificare i vantaggi di mercato sociali del multilinguismo, utilizziamo una "variabile di interazione" il cui coefficiente cattura l'effetto sul reddito dell'unione di due cose: il monolinguisma in lingua locale sul lavoro e l'appartenenza ad un agglomerato in cui nel contesto professionale si osserva un certo livello di diversità linguistica. Come di consueto, prendiamo in considerazione l'effetto di altre possibili determinanti del reddito, tra cui il sesso, il livello d'istruzione, il grado di occupazione (tempo parziale o tempo pieno), lo stato di salute, lo stato civile, la presenza di figli o figlie minorenni, lo statuto migratorio, la categoria socio-professionale, l'età, la grande regione e l'agglomerato di residenza.

I nostri risultati mostrano che il valore del coefficiente della variabile di interazione è positivo e statisticamente significativo. Ciò indica che una maggiore diversità linguistica nell'agglomerato è collegata a un impatto positivo sul reddito dei monolingui in LCR al lavoro: a parità di altre condizioni, un aumento di un punto percentuale di questo indice è associato a un aumento dello 0,9% del loro reddito. In altre parole, nelle aree in cui il multilinguismo sociale è più marcato, anche i salari dei lavoratori e lavoratrici monolingui sono più elevati. Una possibile interpretazione di questa correlazione positiva è che la diversità linguistica favorisca la produttività e quindi porti a benefici di mercato a livello sociale, che si manifestano sotto forma di differenziali salariali.

6. Il valore non di mercato per gli individui

Dal punto di vista degli individui, oltre al valore di mercato, le lingue hanno anche un valore non di mercato, vale a dire una forma di valore che non si traduce direttamente in un prezzo osservabile su un mercato, ma che viene comunque percepito dagli individui che padroneggiano determinate lingue. Ad esempio, la conoscenza di una determinata lingua consente un contatto più diretto con le persone che la parlano come lingua principale, nonché un accesso più facile alla cultura cui questa lingua è associata.

Tuttavia, anche se il concetto è chiaro, la sua operazionalizzazione in termini quantitativi è complessa, e i dati necessari all'analisi non vengono praticamente mai raccolti. Di conseguenza, i valori non di mercato delle lingue vengono sistematicamente trascurati nelle stime quantitative del valore delle lingue.

Una delle sfide del progetto APSIS è proprio quella di avanzare nella quantificazione dei benefici non di mercato del plurilinguismo. Infatti, la ricchezza della banca dati ILRC consente di delineare un primo approccio alla stima di questi valori. A tal fine, abbiamo elaborato dei nuovi indicatori del valore non di mercato del plurilinguismo basati sui dati ILRC riguardanti le attività creative e culturali dei residenti. Mettendo in relazione questi indicatori con le caratteristiche linguistiche delle persone, possiamo fornire una prima stima quantitativa dei vantaggi non di mercato del plurilinguismo. Peraltro, questa analisi si aggiunge ad altri lavori recenti che evidenziano un legame

positivo e significativo tra il plurilinguismo e varie misure psicometriche della creatività.

L'indagine chiede agli individui se praticano attività creative come, ad esempio, l'artigianato, il canto, la scrittura, ecc. Una pratica più frequente di attività creative può essere considerata un vantaggio non di mercato del plurilinguismo, in quanto si tratta di attività che generano direttamente soddisfazione, e sempre "filtrando" per quanto possibile l'effetto di altre variabili sul grado di pratica di queste attività creative.

Idealmente, dovremmo utilizzare i dati sulle *competenze* piuttosto che sulle *pratiche* nei diversi contesti, poiché ciò ci consentirebbe di studiare la relazione tra i benefici non di mercato e i vari livelli di competenza linguistica. Però, siccome l'ILRC non si concentra sulle competenze ma sulle pratiche, è necessario adattare la strategia di analisi e proporre un approccio esplorativo, sottolineando un'altra informazione fornita dall'ILRC, cioè quella sulle lingue *principali* piuttosto che quella sulle lingue conosciute, che è una nozione molto più vaga. Infatti, nell'ILRC la definizione della nozione di "lingua conosciuta" è molto generica e comprende persone con livelli di competenza molto eterogenei, mentre quella di lingua principale è molto più precisa e comprende essenzialmente le persone che considerano di padroneggiare una determinata lingua.

Sulla base dei dati dell'ILRC, distinguiamo quindi due profili di pratiche lingui-

stiche mutuamente esclusivi: avere una sola lingua principale e avere due o più lingue principali.

L'indagine chiede agli individui la frequenza con cui hanno praticato a livello amatoriale una serie di attività creative nel corso dei dodici mesi precedenti. Abbiamo codificato le risposte come una serie di variabili ordinali (da "0 = mai" a "3 = una o più volte alla settimana") che rappresentano le variabili dipendenti nel nostro modello. Per arrivare a una stima più precisa del legame tra il plurilinguismo e la pratica di attività creative, abbiamo controllato anche l'effetto di altre caratteristiche rilevanti, in partico-

lare il sesso, il livello d'istruzione, il grado di occupazione (tempo parziale o tempo pieno), lo stato di salute, lo stato civile, la presenza di figli o figlie minorenni, lo statuto migratorio, il reddito da lavoro (secondo i dati AVS) e l'età. Abbiamo stimato i differenziali di probabilità di praticare ciascuna attività creativa con una frequenza più elevata a seconda che una persona sia plurilingue (cioè dichiara di avere più lingue principali) o monolingue (una sola lingua principale). La tabella seguente riporta i risultati essenziali, ovvero il segno (positivo o negativo) e la significatività statistica dei coefficienti stimati.

Attività	Coefficiente stimato	
	Segno	Significativo (al 90% min.)
Artigianato	+	No
Blog	+	Si
Canto	-	No
Danza	+	No
Disegno	+	Si
Scrittura	+	Si
Video/film	+	Si
Graffiti, street art	+	No
Strumenti musicali	+	No
Creazione computerizzata	-	No
Fotografia	+	Si
Rap/slam	+	No
Teatro	+	No

I nostri risultati mostrano l'esistenza di un'associazione positiva e statisticamente significativa tra il plurilinguismo e la pratica di determinate attività creative, come blog-gare, disegnare, scrivere, creare video o film e la fotografia.

Inoltre, analisi supplementari mostrano che il legame positivo osservato tra il plurilinguismo e la pratica di attività creative non è interamente dovuto a un'esperienza multiculturale più pronunciata tra le persone plurilingui. Questa precisazione è importante, perché l'esperienza multiculturale è essa stessa positivamente legata alla creatività e le persone plurilingui hanno spesso un'esperienza multiculturale importante: eppure i due fenomeni sono diversi, e ciò che ci interessa in questo studio è il plurilinguismo, una risorsa che, grazie ad approcci efficaci all'insegnamento delle lingue, può essere offerto ampiamente, generalizzando allo stesso tempo anche l'accesso ai vantaggi non di mercato che esso conferisce.

In conclusione, la nostra analisi conferma l'esistenza di un legame positivo e statisticamente significativo tra il plurilinguismo in quanto tale (distinto dall'esperienza multiculturale) e la pratica di hobby creativi. Questa pratica costituisce un beneficio non di mercato percepito dagli individui plurilingui.

7. Il valore non di mercato per la società

La quantificazione del valore non di mercato delle lingue, sia esso sociale o privato, resta una sfida considerevole per l'economia delle lingue. A parte la complessità analitica della questione, uno dei principali ostacoli è la mancanza di dati adatti a tale analisi. Nella sezione precedente, abbiamo mostrato come le informazioni dell'ILRC possano essere utilizzate per sviluppare una stima del valore non di mercato (o simbolico) del plurilinguismo individuale. Vediamo ora come sfruttare questi dati per fornire una prima stima del valore del multilinguismo sociale.

Partendo dal fatto che l'indagine ILRC pone agli individui delle domande su certi aspetti della vita in società, abbiamo utilizzato queste informazioni per creare degli indicatori di apertura mentale e poi testato se esiste una relazione tra queste caratteristiche e il plurilinguismo. In effetti, vari lavori di psicologia interculturale evidenziano un legame positivo tra il plurilinguismo (individuale) e un tratto della personalità definito come una variabile latente generalmente chiamata "apertura" (e spesso designata con la parola inglese "openness"), che può essere caratterizzata come riflesso dell'apertura mentale di una persona. L'ipotesi generale è che conoscere più lingue possa favorire una mentalità aperta e promuovere la comprensione interculturale.

In una società multiculturale come quella svizzera, una maggiore apertura mentale può essere considerata come un beneficio sociale del plurilinguismo individuale, nella misura in cui tale apertura contribuisce a

promuovere il dialogo interculturale, la tolleranza e il rispetto per la diversità, favorendo al tempo stesso la cooperazione e, di conseguenza, la comparsa di guadagni materiali e simbolici.

Per avere una misura approssimativa del livello di apertura interculturale degli individui, abbiamo costruito un indicatore a partire dai seguenti elementi del questionario ILRC, che possono riflettere, più in generale, un certo grado di apertura mentale:

- “La diversità delle origini nazionali e culturali rappresenta un arricchimento per la cultura del nostro Paese.”
- “Tutti i bambini dovrebbero ricevere dei fondamenti d'istruzione su tutte le grandi religioni del mondo.”
- “Tutte le comunità religiose o spirituali dovrebbero avere il diritto di esercitare i propri riti funebri.”

Per quanto riguarda gli attributi linguistici, distinguiamo due profili di pratiche linguistiche mutuamente esclusivi: avere una sola lingua principale e avere due o più lingue principali. Come per il valore privato, anche per parlare di valore sociale sarebbe preferibile utilizzare dei dati sulle competenze piuttosto che sulle pratiche. In assenza di tali dati, abbiamo adottato un approccio esplorativo concentrandoci sulla nozione di lingue principali (più precisa) piuttosto che su quella di lingue conosciute (più vaga).

Come prima, “filtriamo” l'effetto di altre possibili determinanti dell'apertura mentale,

tenendo conto di sesso, livello d'istruzione, grado di occupazione (tempo parziale o tempo pieno), stato di salute, stato civile, presenza di figli o figlie minorenni, statuto migratorio, reddito da lavoro (secondo i dati AVS) ed età. I dati consentono di stimare i differenziali di probabilità –più specificamente, la differenza nella probabilità di ri-

spondere in modo più positivo a ciascuna domanda indicativa di apertura mentale–confrontando le persone plurilingui (che dichiarano diverse lingue principali) con quelle monolingui (una sola lingua principale). La tabella seguente indica il segno (positivo o negativo) e la significatività statistica dei coefficienti stimati.

Misura della mentalità aperta

	Coefficiente stimato	
	Segno	Significativo (al 95% min.)
Diversità	⊕	Si
Religione	⊕	Si
Riti	⊕	Si

I risultati confermano l'esistenza di un legame tra plurilinguismo e apertura mentale. Per ciascuna delle nostre tre misure di apertura mentale, il coefficiente stimato è positivo e statisticamente significativo. Ciò significa che i profili più plurilingui hanno una maggiore probabilità di avere una mentalità più aperta. È generalmente accettato (i) che il grado di apertura che caratterizza una società nel suo complesso è correlato positivamente con il grado di apertura mentale delle persone che la compongono e (ii) che a parità di altre condizioni il grado di apertura di una società contribuisce alla qualità di vita offerta da tale società. In queste condizioni, il plurilinguismo contribuisce alla qualità di vita a livello dell'intera società e si rivela quindi, anche sotto questo aspetto, portatore di valore.

8. Implicazioni per la politica linguistica e la ricerca

Nella prospettiva dei quattro punti di vista considerati per stimare il valore della diversità linguistica in Svizzera (valore di mercato privato, di mercato sociale, non di mercato privato, non di mercato sociale), il plurilinguismo degli individui e il multilinguismo della società si rivelano vantaggiosi. Oltre alle ragioni sociali, politiche, culturali e storiche che spingono la Svizzera a curare la propria diversità linguistica, l'approccio sviluppato nel progetto APSIS dimostra che ci sono ottime ragioni economiche per farlo.

I risultati quantitativi del progetto APSIS sono presentati in dettaglio in un libro di oltre 200 pagine (disponibile dal 2024), alcuni dei quali sono forniti anche in questa sintesi. Molti di questi risultati si basano sull'analisi multivariata; i coefficienti stimati possono essere letti come correlazioni condizionali. L'analisi multivariata consente di "filtrare" l'effetto che variabili diverse dal plurilinguismo possono avere sulla creazione di diversi tipi di valore; le stime proposte offrono uno sguardo approfondito.

Insistiamo ancora sul fatto che bisogna stare attenti a non vedere in questi risultati la *prova* di un nesso causale; quello che possiamo dire, però, è che questi risultati, soprattutto vista la loro convergenza e la possibilità di proporre sempre una spiegazione teorica coerente con i dati, rendono altamente plausibile l'interpretazione secondo cui il plurilinguismo degli individui e il multilinguismo della società portano effettivamente dei vantaggi per la Svizzera e per le persone che ci vivono.

Questo lavoro di identificazione e misurazione dei vantaggi costituisce solo un aspetto della riflessione sulla politica linguistica. L'altro aspetto è quello dei costi, che il progetto APSIS non affronta, ma che non va perso di vista.

Il grado di plurilinguismo e multilinguismo che caratterizza la Svizzera può essere considerato come un punto di partenza. La sfida a livello politico e sociale è identificare e attuare delle politiche linguistiche che permettano di massimizzare i benefici di questa diversità linguistica e ridurre al minimo i costi che l'accompagnano. In altre parole, l'analisi delle politiche linguistiche funge anche da strumento che aiuta le società a prendere una decisione più informata sulle scelte che possono fare in materia di lingua e plurilinguismo.

Questa conclusione rimanda ad un'altra dimensione dell'analisi delle politiche pubbliche, anche in materia di politiche linguistiche, vale a dire la loro dimensione distributiva. Quando si adotta una politica favorevole al plurilinguismo e al multilinguismo, in considerazione dei loro vantaggi, in particolare quelli che il progetto APSIS ha permesso di quantificare, è necessario anche chiedersi come questi vantaggi siano distribuiti tra le diverse persone e gruppi di persone, gruppi che possono essere definiti in termini di categoria socio-economica, regione di residenza, età, sesso, profilo linguistico, ecc.

Così come non sono sufficienti per pronunciarsi sui costi, i dati disponibili non

consentono un esame approfondito della questione distributiva. Tuttavia, tutto indica che la promozione del plurilinguismo individuale e del multilinguismo sociale beneficia tutti. In primo luogo, gli effetti positivi della diversità linguistica emergono dalle analisi econometriche anche quando si incorpora un'ampia gamma di variabili di controllo, come quelle in base alle quali si possono definire dei gruppi. In secondo luogo, abbiamo visto che il plurilinguismo è associato ad effetti positivi anche quando si tiene conto dell'esperienza multiculturale degli attori. In altri termini, e indipendentemente dalla biografia individuale delle persone (che può averle portate ad acquisire un'esperienza multiculturale più o meno estesa), un più facile accesso al plurilinguismo, che le politiche pubbliche possono facilitare (in particolare mediante l'insegnamento linguistico per gli adulti e per i giovani), permette di offrire a tutti l'accesso ad una serie di valori, di mercato e non di mercato.

I risultati del progetto APSIS ci incoraggiano quindi chiaramente a sostenere l'impegno della Svizzera verso politiche pubbliche favorevoli al plurilinguismo degli individui e al multilinguismo della società. Non dimentichiamo però che questi risultati si basano su dati statistici che abbiamo ovviamente cercato di sfruttare al massimo, ma che devono essere consolidati raccogliendo informazioni calibrate direttamente sulle problematiche in gioco. A questo proposito si possono evidenziare due priorità.

In primo luogo, sarebbe molto auspicabile avere informazioni non solo sulle pratiche, ma anche sulle competenze linguistiche delle persone. Attualmente (estate 2023) è prevista un'estensione della prossima ILRC, che dovrebbe incorporare una

serie di domande sui livelli di competenza dei residenti in diverse lingue straniere, con l'utilizzo di descrittori che permettano di oggettivare le dichiarazioni delle persone intervistate. Questo sviluppo è molto gradito e lascia ben sperare in vista di interessanti opportunità di ricerca.

In secondo luogo, abbiamo visto che, in assenza di dati ben mirati, la quantificazione dei valori non di mercato richiede l'utilizzo di metodi di stima indiretti che sono spesso piuttosto complessi. Ecco perché è indubbiamente necessario pianificare un'indagine pilota e poi, eventualmente, indagini periodiche sui valori non di mercato che i residenti attribuiscono alle diverse manifestazioni del plurilinguismo individuale e del multilinguismo sociale. La raccolta di questo tipo di dati e la loro elaborazione (in particolare con tecniche importate da altre discipline, come l'economia dell'ambiente) permetterebbero non solo di costituire una base informativa essenziale sul valore del plurilinguismo e del multilinguismo, ma anche di compiere importanti passi avanti, nel confronto internazionale, nella ricerca sul valore della diversità.

The Benefits of plurilingualism in Switzerland for individuals and for society at large

Summary

—

François Grin & Ilaria Masiero

1. Introduction

Switzerland's linguistic and cultural diversity is of primordial importance both to the country and to its residents, particularly because it is anchored in the country's long-term political, social, and cultural history. It is often referred to as an "asset" or even a "treasure", and some go so far as to claim it is essential to the very existence of the country itself. However, while it has been the focus of a continuous production of discourse, this diversity remains little-known in many respects, especially regarding the true nature and extent of the benefits it is presumed to confer on Switzerland and its residents (often under the label of *Standortvorteil*).

The APSIS project, which stands for *Avantages du plurilinguisme en Suisse: individus et société* (The Benefits of plurilingualism in Switzerland: individuals and society), is designed to explore these issues in greater depth. The aim of the research project is to deepen our theoretical and empirical knowledge of plurilingualism, primarily by establishing (based on figures) whether it is indeed an asset, and whether it does in fact generate a series of benefits. Our goal, therefore, is to verify that it is indeed possible to statistically identify and quantify some of these benefits using the data available for Switzerland. We also need to make sure that we can interpret them in terms of value, with reference to the economic meaning of this concept, encompassing not only market-related, financial, and material value, but also non-market-related and symbolic value.

By taking into account the social, political, and cultural significance of Swiss plurilingualism and the depth of its historical roots, this research project aims to verify the existence of the benefits it may confer, and to provide estimates for them, both for society at large and for the individuals comprising it. This study therefore sets out to answer the following questions: We know that Switzerland's linguistic diversity is celebrated, but what is its actual value? What are its components? What are their orders of magnitude?

A systematic examination of the issue reveals its extraordinary breadth. This would certainly merit a full-fledged research programme – one that should also be profoundly interdisciplinary. Within the stricter confines of a research project such as APSIS, we have focused on building a reasoned approach to producing estimates, one which is anchored in existing theory but, above all, one which is achievable using a series of general and advanced statistical methods together with the data collected by the Swiss Federal Statistical Office (FSO) every five years. The APSIS project therefore aims:

1. To develop a systematic analytical framework of the effects of plurilingualism at the individual level, and of multilingualism at the societal level, especially regarding those effects that can be considered *a priori* to be benefits.
2. To establish a methodological approach to estimating these benefits in terms of

- figures, using the data available for Switzerland.
3. To examine the data currently available from the Federal Statistical Office (FSO) which may be suitable for such assessments, and to highlight the main requirements in terms of the collection of missing data.
4. To use the available data to establish quantitative estimates for so-called "market" values, as well as preliminary estimates of the "non-market" values associated with varying levels of plurilingual practices.
5. Based on the results of the aforementioned studies, to establish a general assessment connecting the benefits of plurilingualism for individuals with the benefits of multilingualism for society at large, and to contextualise this in terms of the priorities established for the drafting of language- and culture-related public policies, as well as distributive issues, and to set out the foundations for future studies.

The ambition to gain a better understanding of the effects of plurilingualism and to demonstrate that certain measurable benefits can be associated with it arises from concerns regarding a number of issues which are of prime importance to Switzerland. A greater understanding of the benefits of plurilingualism, and their conversion into forms of value, can provide a basis from which to argue in a more targeted way for measures aimed at:

1. Mutual understanding between language communities,
2. Encouraging exchanges between language regions,
3. Supporting minority languages,
4. Reinforcing effective multilingualism in political life and in the workings of the federal administration,
5. Preparing the younger generation to compete in the job market in a context of globalization,
6. Managing the linguistic dimensions of international mobility for study and work,
7. Integrating the linguistic diversity arising from migratory movements and making the most of it.

The issues which the APSIS project addresses are of direct relevance to the Federal Council's legislative programmes (in particular goal No. 7 of the 2019-2023 programme and goal No. 10 of the 2023-2027 programme).

Last but not least, our project sets out a number of milestones for developing an integrated approach to the effects of linguistic diversity, and more specifically, to the benefits which diversity may give rise to. Switzerland could be a pioneer in the field, since no other country has yet, to our knowledge, carried out a structured and systematic assessment of this kind.

This report only summarizes some of the key points of the project. Interested parties are invited to read the full report which also includes some 30 tables of quantified results.¹

1 The full report will be available as an open-access book in mid-2024.

2. Theoretical overview: plurilingualism and economic value

The links between language and economics can be addressed from several very different perspectives. These issues will naturally involve the sciences of linguistics and economics, but some aspects also fall within the remit of sociology, political science, law, psychology, demographics, and geography, among others.

In the fields of linguistics and, more specifically, various branches of sociolinguistics, important research looks at linguistic practices and representations in the context of paid work, so establishing a series of links between language and the economy. Initially seeking to account for phenomena such as the impact of industrialization on the decline of minority languages in favour of more dominant ones, researchers have progressively paid more attention to processes captured at very fine levels of granularity, often focusing on interactions taking place in professional contexts between people with different linguistic attributes. However, these studies did not analyse the links between linguistic practices on the one hand, and economic processes on the other. In fact, the usual economic variables (at the micro level: production, costs, wages, sales, and profits; and at the macro level: household consumption, business investment, and GDP) are virtually absent from this literature. The same is true for an important research tradition rooted in critical sociolinguistics, which usefully brings to light the power relationships that can be identified in linguistic

practices, especially in the context of corporations. While some aspects of this interpretation refer to economic problems, economic variables and processes are not used to any significant extent. The same is true of the closely related subject known as the “political economy of language”. All in all, while linguistic research has been able to shed light on many aspects of multilingual practices in the context of economic activity, it does not generally aim to explain or evaluate how and to what extent these practices influence economic activity, or whether they create value as a consequence.

The question of value, including value associated with multilingual-related practices, has been further explored in a specialization of economic analysis known as “the economics of language”. This aims to study the relationships between language and economics using tools and models taken from the discipline of economics. This is a relatively recent specialization, given that the first studies in the field only date back to the 1960s.

In its early days, the economics of language was almost exclusively studied in North America. It emphasized the role of one’s first language as a criterion of group membership. It was used to assess whether the fact of belonging to a particular linguistic community was associated with differences in earnings, which raised questions as to the possible causes of these differences, such as language discrimination.

During the second stage, and particularly from the 1970s onwards, the economics of language focused on the communicative functions of language. Economists have placed increasing importance on the acquisition of language skills as a form of investment. Language skills are seen as a component of a person’s human capital and comparable to other skills which individuals may develop, particularly through education. Certain studies have explored the economic effects of second languages and foreign language skills, especially in the context of migrants learning their host country’s main language.

During the third stage (from the early 1980s onwards), these two perspectives were combined, enabling linguistic attributes to be considered both as an element of a person’s identity (linked to the main language) and as a form of investment (in a second language, or foreign language skills) at the same time.

Since the 1990s in particular, research in the field of the economics of language has expanded and branched out in a variety of directions to embrace an ever-wider range of phenomena in which economic and linguistic variables influence each other.

The current literature on the economics of language can be organized according to a number of different criteria, which can also be combined. The most fundamental of these is undoubtedly the type of causality we are seeking to elucidate: we may be primarily interested in the influence of linguistic variables and processes on economic variables and processes, or we may be interested in reciprocal influences (of the field of economics on the field of linguistics). We can also structure the typology

differently and differentiate between, for example, studies in the field of the economics of language, which emphasise the corpus of a given language (a minority of studies), and those which place an emphasis on the status of languages in relation to each other (the vast majority).

This study focuses on the role of actors’ more or less plurilingual practices in the creation of value. The various types of value created in this way can essentially be defined as market value and non-market value, as is explained in the next section.

The project explores, in quantitative terms, both the market and non-market value of plurilingualism as associated with the practices (professional in particular) of actors. More particularly, it provides quantitative estimates of the income differentials associated with their linguistic attributes. However, the relationship between linguistic attributes and economic conditions is complex and may be influenced by a large number of unobserved variables. Great caution should therefore be taken both in the statistical analysis itself and in the interpretation of its results.

3. The Concept of value and its use

The notion of value is of paramount importance in economics. The economic notion of value extends far beyond the simple idea of market value, i.e., a value that can be (sometimes *indirectly*) observed in a market, such as the labour market. The notion of value has been central to an age-old intellectual debate, a fundamental dimension of which we shall review here to give us a better understanding of the meaning and scope of the economic analysis of language issues.

Economists have historically differentiated between utility value and labour value. The utility theory of value holds that a good or service has value only if it is deemed to be useful by its consumers, i.e., if it provides them with satisfaction (or in economic terms, “utility”). Utility value is reflected by the willingness of consumers to pay a certain amount of money to obtain said good or service. This is a “default” estimate: i.e., if a person is willing to pay a certain amount *A* to obtain the good or service, then, in the eyes of that person, the latter is worth at least the amount *A*, which therefore reflects, by default, the subjective utility attributed to the relevant good or service by the buyer.

The utility theory of value can be differentiated from the labour theory of value, in which the basis of the value of a good or service is the (average) amount of human labour required to produce it; it therefore represents an objective and intrinsic characteristic of a good or service. As with virtually all contemporary economic research, our study into the benefits of plurilingualism is based on the notion of utility value.

Utility value may be either a market or a non-market value. A market value is reflected in an observable price in a market. A common example used in the economics of language is that of a person’s proficiency in a foreign language, which enables them to earn a higher wage in the job market. Conversely, a non-market value is not (or only very indirectly) reflected in a market price. It is, however, linked to other sources of satisfaction such as social contact with the speakers of the language and access to the culture associated with the language, etc. These effects are not generally reflected in prices, as there is no market for these commodities as such. From an economic point of view, however, they are no less valuable. In general, the elements of non-market value are difficult to identify theoretically, and equally difficult to measure empirically. Although the issue has been duly identified, it is rarely addressed in the literature.

A second important distinction can be made between private and social value. Private value refers to the benefits earned by individuals and economic entities which function as decision-making units, such as households and companies. Social value, on the other hand, concerns society as a whole. In a simplified interpretation, social value can be looked at as the sum of the private values received by the various actors that make up society. However, this aggregation does not take into account so-called *network externalities*, which can result in the social value differing from the sum of the private values. For example, one person (or group) learning a certain language can in-

crease the value of the language skills of other people already familiar with that language, as it extends the spread of the language in question. Conversely, it can also lead to a reduction in the wage premium associated with these skills as it increases their “banalisation”. In general then, study-

ing the relationships between private and social value remains a challenge for researchers in the field of the economics of language.

The table below illustrates the various types of value.

The Value of Knowing Language X	Private	Social
Market	Higher wages for individuals	Higher average wages at the societal level
Non-Market	Direct access to the X-language culture	Better social cohesion

Lastly, in addition to the distinctions already made between private value and social value, on the one hand, and market value and non-market value on the other, it may also be useful to introduce another qualification to help us fully grasp the meaning of the notion of value. The third distinction relates to the choice of the reference point against which we estimate the value of a thing. We can distinguish between two different perspectives: *contingent multilingualism* and *absolute multilingualism*. The first consists in assessing the consequences of changes in plurilingual practices and/or language skills within a given framework, or a given *contingency*, this being the multilingualism existing in Switzerland and around the world. However, from an absolute point of view, we may also question the framework itself, asking whether it is better to live in a context of linguistic diversity, or whether, to the contrary, we would be better

off in a unilingual world. For example, in the French-speaking part of Switzerland the ability to speak German is associated with a substantial wage premium due to its usefulness in the workplace, given the *contingency* that German is Switzerland’s largest language. Conversely, from an absolute point of view, the point of reference is the (as yet hypothetical) linguistic standardization of the world. But if the world were to become unilingual and the entire globe operated in a single language – one that was already highly dominant, for example – the value of speaking other languages such as German, even in the context of the workplace, would be severely eroded. In other words, the value of something also depends on the framework within which the estimate is made.

This study focuses on the contingent approach and examines the market and non-market benefits of plurilingualism at the in-

dividual level, and multilingualism at the societal level, using Switzerland's linguistic diversity as a framework.

In what follows, we examine four types of value: private market, social market, private non-market, and social non-market value, all within the framework of contingent multilingualism. The value of pluri- and multilingualism can be measured by assessing the losses residents of Switzerland would suffer if they decided to remain monolingual and gave up learning additional languages, or using their language skills in a linguistic environment that has remained multilingual. Our analysis shows that this is never a winning strategy, as the benefits of multilingualism are considerable at all levels.

4. Market value for individuals

From a contingent perspective, and of the four types of value we have identified, the private market value of plurilingualism is the best known. It is also the least difficult to characterize conceptually and to measure empirically.

Our quantified estimate of the benefits of plurilingualism relies on data from the Federal Statistical Office's (FSO) *Language, religion and culture survey* (ESRK), which we have paired with information about people's incomes taken from the Central Compensation Office's register of individual social insurance contributions (OASI data). The ESRK survey collects extensive data about language practices, as well as a wide range of characteristics of the resident population aged 15 and over living in private households in Switzerland, which is the survey's target population.

The ESRK does not collect data about people's *skills* in different languages, but rather about their language *practices* in different use contexts. This is different from most quantitative research in language economics, which uses data about skills wherever possible. Nevertheless, the data enable us to show that multilingual practices are indeed valuable.

In this case, private market value takes the form of earning differentials between employed persons declaring certain multilingual *practices* in the workplace. We can use multivariate analysis techniques to arrive at a more precise estimate of this relationship. This "filters out" the effects of other fac-

tors that may have a direct influence on remuneration levels. The additional factors taken into account are gender, education, work experience, hours worked (part-time or full-time), health status, marital status, presence of minor children, migration status, socio-professional category, age, and the "greater region" in which they reside.

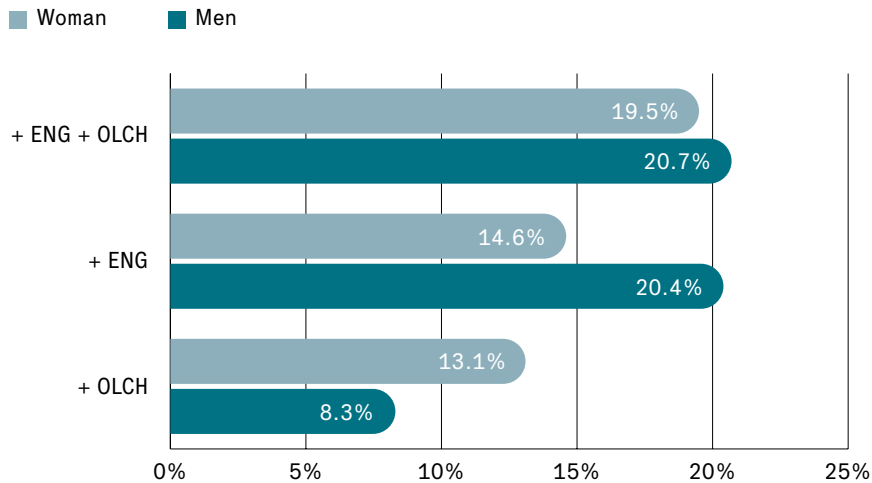
We have defined four profiles, or categories, describing language practices at work (plus one residual category).² These profiles are based on the use (or absence of use) in the workplace, of the language of the commune of residence (LCR), at least one other national language (OLCH), and English (ENG), as well as any other languages. The table below summarizes the definitions of these profiles.

² The residual category includes people who do not use the language of their commune of residence at work. Conversely, some of them also use another national language and/or English.

Profiles	Languages Used		
	LCR	ENG	OLCH
LCR	☑	☒	☒
LCR + OLCH	☑	☒	☑
LCR + ENG	☑	☑	☒
LCR + ENG + OLCH	☑	☑	☑
Residual Category	☒	☒☑	☒☑

The diagram below plots wage differentials according to language practices at work and in relation to the “LCR” profile, while con-

trolling for the effect of other determinants of income. All coefficients are statistically significant at least at the 95% level.



Our results indicate that, generally speaking, usage profiles with greater multilingualism tend to have higher incomes – especially if one of these languages is English. Compared with professional use of LCR alone (without English or other national languages), we can say that:

- A man who uses one or more of the other national languages as well, earns on average 8.3% more than a man with equivalent characteristics. For women, the difference is 13.1%.
- For both men (20.4%) and women (14.6%), the addition of English (on its

own) to the list of languages used at work is more highly valued than the addition of a national language.

- For both genders, the most profitable category of linguistic practices is also the most plurilingual, i.e., the one that includes the LCR, English, and (at least) one other national language. The differential associated with this profile is 20.7% for men and 19.5% for women.

It should be pointed out that these are average values and they do not reflect the diversity of linguistic realities within companies, the analysis of which would require more detailed data on the types of professional activities being performed.

We subsequently focused on language practices in non-work contexts, i.e., in the home (either with the partner or children living in the home) and with friends (or family members living outside the home). Our analysis shows that the use of a language in a context other than work does not, as such, produce income differentials: to identify the market value of languages, the use of languages in the professional context is the most relevant variable.

Before concluding this part of the analysis, it should be noted that multivariate analysis in itself is not sufficient to reveal causal relationships. In fact, unobserved and unobservable characteristics can influence both the income level and the language practice profile, which can lead to biases in the estimated coefficients, making it risky to interpret relationships as being causal. A heightened ability to learn languages is a case in point: it can make it easier not only to learn languages, but also to succeed in school and at work, leading to higher income

potential. It is therefore not possible to assert, based on multivariate analysis alone, whether there is a causal relationship between multilingual practices and income levels.

Nevertheless, it is interesting to note that the existence of a causal relationship between plurilingual practices and higher earnings is made highly plausible by the fact that language profiles in other contexts are not significantly correlated with income. In fact, if unobserved individual characteristics explain both the income level and the profile of language practices at work, it is reasonable to expect that the latter would, at the same time, correlate significantly with the language profile in other contexts. However, multivariate analysis shows that this is not the case: outside of the work context, language profiles do not correlate with income; in other words, it is more likely that it is the use of several languages in the workplace that causes wage differentials. In addition to the coherence of this observation, it is reassuring in that it alleviates any concerns we might have about the risk of bias in the numerical results.

5. Market value for society at large

This study uses a database derived by pairing the ESRK survey with OASI data. It examines whether higher levels of multilingualism (or linguistic diversity) at work give rise to wage benefits which can be identified at the societal level.

To address this question, we used two different types of analysis. We began by calculating the correlation, at the aggregate level (i.e., in terms of the territorial units defined below), between linguistic diversity at work and average incomes. Secondly, in order to gain a better understanding of the relationship, we performed a micro-economic analysis, comparing wage levels with (individual) monolingualism in professional activities and multilingualism at work for each territorial unit.

Conurbations were used as territorial units. These are urban areas which have previously been demarcated by the FSO for comparative and statistical purposes. Switzerland has 49 conurbations which are home to around 73% of the population. We used conurbations as territorial units as there are more of them (49) than other territorial areas such as greater regions (7) and language regions (4). This enabled us to work with a larger number of observations, so increasing the reliability of the estimates. However, this choice raises two important considerations when interpreting the results. Firstly, conurbations are, by definition, urban areas. The conclusions cannot therefore be extrapolated to rural areas. Secondly, even for urban areas, the results must be interpreted with caution, as ESRK data, which are representative at both the

national and the greater region scale, are not representative at the scale of a conurbation. However, in the absence of other equivalent aggregate data (sufficiently voluminous, detailed, and representative data), performing the analysis at the scale of the conurbation probably provides the best possible approximation when examining the social market value of multilingualism.

In order to represent multilingualism at work, we have constructed an index to measure the percentage of individuals in each conurbation who do not solely use the language of the commune of residence (LCR) when at work.

The first part of our examination involved performing an aggregate analysis in which we compared multilingualism at work with average incomes in the conurbation, simultaneously controlling for the effects of other wage determinants (also calculated as average values for the conurbation) including gender, education, work experience, hours worked (part-time or full-time), health status, marital status, presence of minor children, migration status and the size of the conurbation expressed as the number of inhabitants.

The results show that linguistic diversity in the workplace is positively related to average wage levels to a significant degree. All other things being equal, a one-percentage-point increase in the index corresponds to a 0.5% rise in average income. In other words, people living in conurbations with higher levels of linguistic diversity earn higher wages on average. This relationship remains positive and significant even after

taking into account differing levels of economic vitality. However, in this case, the estimated coefficient is slightly lower at 0.4%.

This analysis is only one of the required steps and is insufficient to determine the origin of these differences by itself: do higher average income levels merely reflect the overall increase in private benefits enjoyed by multilingual individuals? Alternatively, could it be that, even for employees using only one language at work, living in a more diversified conurbation gives rise to higher wages, perhaps through higher aggregate productivity, for example?

To address this question, we must turn to a micro-economic analysis. In the second part of the analysis, we examine how incomes are affected by individual language practices at work. To better identify the social market benefits of multilingualism, we can use an “interaction variable”, the coefficient of which captures the effects of the combination of two factors on incomes: monolingualism, when only the local language is used at work, and the fact of residing in a conurbation in which a certain level of linguistic diversity exists at the workplace. As usual, we controlled for the effects of other possible determinants of income such as gender, education, hours worked (part-time or full-time), health status, marital status, presence of minor children, migration status, socio-professional category, age, and the “greater region” and conurbation in which they reside.

Our results show that the coefficient of the interaction variable is both positive and statistically significant. This indicates that higher levels of linguistic diversity in a conurbation are associated with positive impacts on the incomes of employees using

only the LCR at the workplace: all other things remaining equal, a one-percentage-point increase in this index corresponds to a 0.9% rise in average income. In other words, in areas where societal multilingualism is more prevalent, the incomes of monolingual workers are pushed up as well. One possible interpretation of this positive correlation is that linguistic diversity improves productivity, so leading to market benefits at the societal level manifested in the form of income differences.

6. Non-market value for individuals

For individuals, languages also have a non-market value, i.e., a form of value that does not translate directly into an observable price on a particular market, but which is, nonetheless, perceived as a benefit by those individuals who have mastered certain languages. For example, the ability to speak a given language enables more direct communication with its native speakers, as well as greater access to the culture with which that language is associated.

Although the concept is clear, its operationalization in quantitative terms is arduous, and the required data are rarely collected. As a result, the non-market values of languages are systematically neglected when quantitatively estimating the overall value of languages.

One of the goals of our project is precisely to go further in the quantitative estimation of the non-market benefits of plurilingualism. The ESRK database is rich enough to enable us to sketch out an initial approach to estimating these values. To this end, we develop novel indicators for the non-market value of plurilingualism based on data from the ESRK about the creative and cultural activities of residents. By relating these indicators to people’s linguistic attributes, we can produce an initial estimate of the non-market benefits of plurilingualism. What is more, this analysis echoes other recent studies that show a positive and significant link between plurilingualism and various psychometric measures of creativity.

The survey asks individuals about the creative activities they practice, such as, for

example, crafts, singing, writing, etc. A greater prevalence in the practice of creative activities can be considered to be a non-market benefit of plurilingualism insofar as they directly generate satisfaction. Care is also taken to “filter out”, as far as is possible, the effects of other variables on the practise of these creative activities.

We should ideally use data relating to *skills* rather than *practices* in the various contexts, as this would enable us to study the relationship between non-market benefits and various levels of language proficiency. Since the ESRK addresses practices rather than skills, we need to adapt our analytical strategy and use an exploratory approach focusing on another piece of information provided by the ESRK, i.e., the *main* language, rather than the much vaguer notion of a known language. This choice arises from the fact that the ESRK’s definition of a “known language” is extremely broad and covers people with very heterogeneous levels of proficiency. Conversely, the definition of a main language is far more precise and only covers people who feel they have actually mastered a certain language.

Based on the ESRK data, we can therefore identify two mutually exclusive profiles in terms of language practice: those who speak only one main language, and those with two or more main languages.

The survey asked individuals about the frequency with which they had practised (not professionally) a range of creative activities over the previous twelve months. We coded the responses as a series of ordinal variables (from “0 = never” to “3 = one or

more times a week”) representing the dependent variables in our model. To produce a more accurate estimate of the link between plurilingualism and the practice of creative activities, we also controlled for the effects of other relevant characteristics including gender, education, work experience, hours worked (part-time or full-time), health status, marital status, presence of minor children, migration status, income (from OASI data), and age. We estimated the probability differentials of practising each creative activity at a higher rate based on whether a person was plurilingual (declaring several main languages) or monolingual

(with only one main language). The table below shows the key results, i.e., the sign (positive or negative) and statistical significance of the estimated coefficients.

Our results show that there is a positive and statistically significant relationship between plurilingualism and the practice of certain creative activities, namely blogging, drawing, writing, video/film production, and photography.

What is more, further analysis shows that the positive link observed to exist between plurilingualism and the practice of creative activities is not solely due to the fact that plurilingual people enjoy more pro-

Activity	Estimated Coefficient	
	Sign	Significant (at 90% min.)
Crafts	⊕	No
Blogging	⊕	Yes
Singing	⊖	No
Dance	⊕	No
Drawing	⊕	Yes
Writing	⊕	Yes
Video/film	⊕	Yes
Graffiti, street art	⊕	No
Musical instrument	⊕	No
Computer design	⊖	No
Photography	⊕	Yes
Rap/slam	⊕	No
Theatre	⊕	No

nounced multicultural experience. This is important in that multicultural experience is itself positively linked to creativity, and plurilingual people often have significant multicultural experience. Yet the two phenomena are different, and what interests us in this study is plurilingualism – an asset which, through effective approaches to language teaching, can be made widely available, so generalizing access to the non-market benefits it confers.

In conclusion, our analysis confirms the existence of a positive and statistically significant link between plurilingualism (as distinct from multicultural experience) and the practice of creative leisure activities. This practice constitutes one of the non-market benefits that multilingual individuals enjoy.

7. Non-market value for society at large

Quantifying the non-market value of languages, whether social or private, remains a considerable challenge in the field of the economics of language. Aside from its sheer analytical complexity, one of the main obstacles is the lack of suitable data. In the previous section we showed how the ESRK's data can be used to develop estimates of the non-market (or symbolic) value of individual plurilingualism. We will now examine how these data can be used to provide initial estimates of the value of societal multilingualism.

The fact that the ESRK survey asked individuals about certain aspects of social life can help us to achieve this. This information can be used to develop indicators for open-mindedness. We can then check whether a relationship exists between these characteristics and plurilingualism. Various studies in the field of intercultural psychology point to the existence of positive links between (individual) plurilingualism and a particular personality trait, defined as a latent variable, generally referred to as “openness”, which can be characterized as reflecting a person's open-mindedness. The general assumption is that the ability to speak several languages can foster open-mindedness and promote intercultural understanding.

In a multicultural society such as Switzerland's, greater openness can be seen as a social benefit of individual plurilingualism in that it helps to promote intercultural dialogue, tolerance, and respect for diversity,

thereby fostering greater opportunities for cooperation and, in turn, the emergence of both material and symbolic benefits.

To obtain an approximate measurement of individual intercultural openness, we constructed an indicator using the following answers from the ESRK questionnaire, which reflect, in general, a certain degree of open-mindedness:

- “The diversity of national and cultural origins enriches our country's culture.”
- “Children should be taught about all the world's major religions.”
- “All religious and spiritual communities should have the right to practice their own funeral rites.”

In terms of linguistic attributes, we can identify two mutually exclusive profiles of linguistic practice: those who speak only one main language, and those speaking two or more main languages. As with private value, social value would be better addressed using data about skills rather than practices. In the absence of such data, we adopted an exploratory approach focusing on the (more precise) notion of the main language, rather than the (vaguer) concept of a known language.

As before, we “filtered out” the effects of other possible determinants of open-mindedness including gender, education, working hours (part-time or full-time), health status, marital status, presence of minor children, migration status, income

(obtained from OASI data), and age. The data enable us to estimate probability differentials – i.e., the differences in the probabilities of positive responses to each question about open-mindedness, by comparing plurilingual people (declaring several main languages) with monolingual people (only one main language). The table below shows the sign (positive or negative) and the statistical significance of each of the estimated coefficients.

The results confirm that there is a link between plurilingualism and open-mindedness. For each of the three open-mindedness measurements, the estimated coefficient

is positive and statistically significant. This means that plurilingual profiles have a higher probability of being open-minded. It is generally accepted that (i) the degree of openness of a society as a whole is positively correlated with the degree of open-mindedness of the people who make it up, and (ii) the openness of a society, all other things being equal, improves the quality of life enjoyed by that society. Under these conditions, plurilingualism improves the quality of life of a society as a whole and is therefore a source of value in this regard as well.

Open-Mindedness Measurement

Estimated Coefficient

	Sign	Significant (at 95% min.)
Diversity	+	Yes
Religion	+	Yes
Rites	+	Yes

8. Implications for language policy and research

From all four perspectives (private market, social market, private non-market, social non-market values), used here to estimate the value of linguistic diversity in Switzerland, both plurilingualism in individuals and multilingualism in society have been shown to be beneficial. While there are obvious social, political, cultural, and historical reasons why Switzerland should safeguard its linguistic diversity, the results of this research project show that convincing economic reasons for doing so also exist.

The quantitative results of the project are presented in detail in a 200-page book (forthcoming in 2024), and some of them are also provided in this summary. Many of these results are based on multivariate analyses; the estimated coefficients can be understood as conditional correlations. Multivariate analysis allows us to “filter out” the effects of variables *other* than multilingualism on the creation of different types of value; the estimates produced can help to provide an in-depth understanding of the processes at hand.

It should be stressed once again that these results should not be taken as *evidence* of a causal relationship; however, we can definitely say that these results, especially in view of their convergence and the fact that, in all cases, a theoretical explanation can be proposed that is consistent with the figures, make it highly plausible that both plurilingualism in individuals and multilingualism in society are beneficial both for Switzerland and for the people who live here.

Identifying and measuring these benefits is only one aspect of the language policy debate. On the other side of the coin is cost, which the project does not address, but which we must not lose sight of.

The degree of pluri- and multilingualism which characterizes Switzerland is indisputably an element of context. Using this as the starting point, the political and social challenges include identifying and implementing language policies which maximize the benefits associated with this linguistic diversity, and which minimize the associated costs. In other words, the analysis of language policy can also serve as an instrument to help societies make better-informed decisions about their choices in terms of language and plurilingualism.

This conclusion relates to another aspect of the analysis of public policies, including language policies: their distributive dimension. When adopting a policy which promotes pluri- and multilingualism, and taking account of the benefits with which they are associated, we must also ask how these benefits are distributed among different people and groups of people, groups that may be defined in terms of socio-economic category, region of residence, age, gender, or linguistic profile, etc.

In the same way that they are insufficient to assess costs, the available data do not enable us to examine the distributive issue in detail. However, everything points to the fact that the promotion of individual plurilingualism and societal multilingualism

is to everyone's benefit. Firstly, the positive effects of language diversity are demonstrated by econometric analyses, even when a wide range of control variables are incorporated – particularly those used to define groups. Secondly, plurilingualism is also associated with positive effects when the multicultural experience of each actor is taken into account. In other words, irrespective of a person's individual history (which may have led them to acquire a certain degree of multicultural experience), facilitating access to multilingualism, which public policies are best placed to achieve (through language teaching for both adults and young people), gives the entire population access to a wide range of both market and non-market related values.

The project results should therefore strongly encourage policy makers to support Switzerland's commitment to public policies that promote plurilingualism in individuals and multilingualism in society at large. It should be remembered, however, that these results are based on limited statistical data from which we have tried to extract as much information as possible, but which could also be reinforced through the collection of information which is more directly calibrated to the issues at hand. There are two outstanding priorities in this respect.

Firstly, it is highly desirable to gather information about people's language skills in addition to their practices. At present (summer 2023), an extension of the next ESRK is planned which will incorporate a series of questions about residents' proficiency levels in a number of foreign languages, using a set of descriptors to objectivize their statements. This is a very

welcome development, which should open new possibilities for extremely interesting research.

Secondly, in the absence of well-targeted data, the estimation of non-market value requires the use of indirect methods, which are often fairly complex. A pilot survey is therefore likely required before moving on to regular surveys of the non-market values that residents attribute to various types of individual plurilingualism and societal multilingualism. Gathering this type of data and processing it (using techniques gleaned from other specialities such as environmental economics) would not only provide an essential database on the value of plurilingualism but will also facilitate major advances in research into the value of diversity through the ability to make international comparisons.

